

MARDI 30 SEPTEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Alerte Rouge du Lundi 29 Septembre 2014 : Forte montée du risque sur les marchés** p.1
- = **Le retour des Cassandre** p.3
- = **Prix du pétrole à la baisse: Signe de l'effondrement de la bulle de dette, menant à la fin du pétrole?** p.7
- = **La « nouvelle » crise arrive !!** Le 16e Genova Report en intégralité [reprise] p.26
- = **5 grandes banques américaines détiennent chacune plus de 40 000 milliards de dollars en produits dérivés** p.29
- = **L'âge des mauvais pressentiments** p.30
- = **Bulle immobilière, déclinisme et baisse du niveau de vie : bienvenue en Allemagne !** p.32
- = **Faut-il "jeter l'éponge" en Russie ?** p.36
- = **« Édifiant ! Aux USA, les retraités n'ont toujours pas fini de rembourser leur crédit... étudiant ! »** p.38
- = **Grèce : ENCORE UNE DÉMONSTRATION TRÈS ABSURDE !** p.47
- = **Ô ironie... Les Américains ont aidé les Russes à découvrir l'un des plus grands gisements de pétrole de l'histoire** p.49
- = **Les Populations d'animaux sauvages dans le monde ont chuté de 52% depuis 1970...** p.50



VIDÉOS du JOUR



Olivier Delamarche le 29 septembre 2014 (partie 1)

http://www.dailymotion.com/video/x26xetz_olivier-delamarche-le-29-septembre-2014-partie-1_news
et

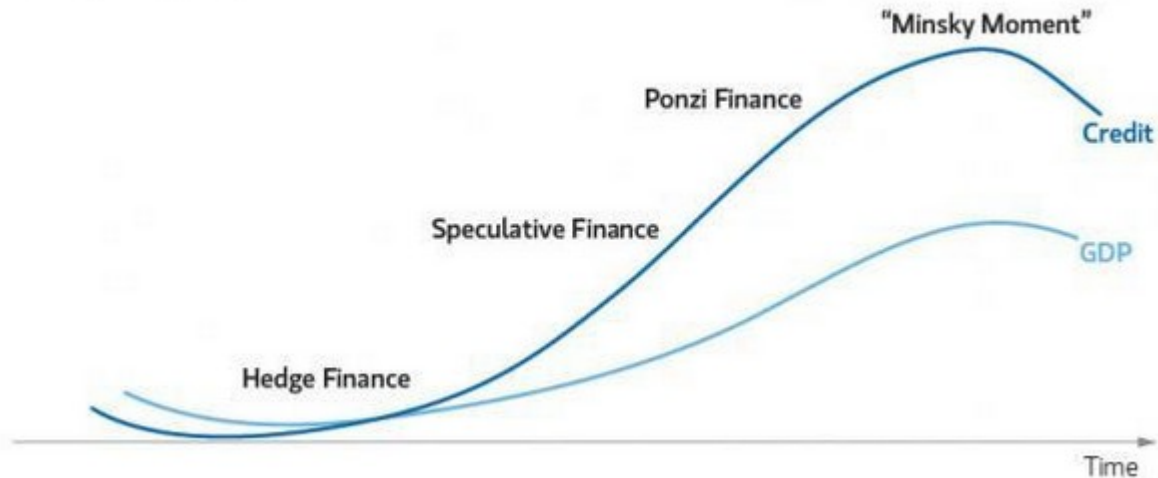
http://www.dailymotion.com/video/x13rozu_olivier-delamarche-le-29-aout-2013-bfm-business_news



Alerte Rouge du Lundi 29 Septembre 2014 : Forte montée du risque sur les marchés

By [the wolf Lupus](#) on [29/09/2014](#) • Par Bruno Bertez

Stylized "Minsky Cycle"



[Je vous demande de prendre l'article « Le retour des Cassandre »](#) très au sérieux; c'est la raison pour laquelle j'y reviens. **[voir article suivant p.3]**

Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, je vais mettre les points sur les « i ». La situation est grave et l'enjeu considérable.

Si nous étions dans des marchés normaux et non dans des marchés pilotés, dirigés, je donnerais un conseil de vente ferme et sans équivoque. Ce qui me retient de le faire, c'est la conviction que:

- Nous ne sommes plus dans ce que l'on appelle des marchés.
- La gestion des autorités et leur seul espoir reposent sur la stabilisation des marchés, sans accident.
- Les banques et la communauté financière sont complices, elles ont le même objectif.
- Il n'y a pas d'opérateur rogue, voyou, qui a les moyens de les contrer.
- Le Système a les moyens, les munitions, en termes de printing et de communication pour s'opposer à toute chute en boule de neige et à tout mouvement non désiré.

Pour résumer, nous sommes dans des marchés soutenus. Dans le passé, je disais : tout ce qui est soutenu finit toujours par tomber, mais je ne le dis plus, car les autorités jouent leur va-tout, elles en sont au coûté que coûté et la situation réelle est bien plus grave que vous ne le pensez. Le coûté que coûté est de mise.

Nous sommes en guerre, tout est permis.

J'ai décrit la situation des marchés dans ce texte « le retour des Cassandre », je n'y reviens pas, sauf pour ajouter que beaucoup de gens sont inquiets et qu'ils n'attendent qu'un signal pour sortir du risque.

La volonté acheteuse s'est fortement réduite, la tendance est moins unanime et ce que l'on appelle les paramètres internes des marchés sont dégradés:

- Il y a de moins en moins de valeurs qui participent à la hausse.
- Le leadership est mauvais, il n'y a plus de locomotives.
- On est sur des moyennes mobiles symboliques et on les défend.
- Depuis Août, une flopée d'indicateurs techniques sophistiqués se met au rouge.
- Nous sommes surachetés et surévalués sur les bases historiques.
- Le papier est dans les mains faibles, mal classés, avec beaucoup de dettes et de levier.
- Les primes de risque sont ridiculement faibles.
- Il y a eu des achats très gros de protection ces dernières semaines par le Smart Money.

Dans cette situation, tout peut arriver, non en fonction de ce que l'on sait, mais en fonction de ce que l'on ne sait pas.

Je vous conseille de vous interroger, non pas sur les marchés et les signaux, mais sur votre capacité à résister à une baisse forte et brutale. Vous devez vous interroger sur votre capacité à supporter le risque aux niveaux et dans la situation actuels.

Je vous conseille de mettre en balance, temporairement, d'un côté la performance que vous pouvez espérer, et, de l'autre, le risque que vous pouvez supporter.

Le retour des Cassandre

Mister Market and Doctor Conjoncture du Samedi 27 Septembre 2014 : Par Bruno Bertez

Personne ne s'étonnera si nous disons que nous avons beaucoup de contacts avec des investisseurs que l'on considère comme des Cassandre. Notre analyse de la crise et notre pessimisme de long terme nous placent plutôt dans cette famille, même si nous défendons une position peu orthodoxe.

En particulier et pour résumer, nous affirmons que, compte tenu de l'unification du champ des assets financiers introduite par les mutations monétaires, « les assets ne font pas bulle » et ne sont pas surévalués; ils flottent comme les monnaies le font depuis 1971 puis 1976. Si il y avait quelque chose qui ferait bulle, ce serait plutôt, le cash, mais c'est une autre histoire. La modernité financière a séparé l'ombre (le prix des assets) du corps (le fondamental). Nous soutenons également que les politiques monétaires non-conventionnelles ne sont pas temporaires, mais durables et qu'il y a intérêt à s'y habituer.

On se reportera à notre dernier texte ou nous rappelons avec Gross de Pimco que le système américain actuel est un Ponzi à 2 trillions par an et que l'on ne peut stopper sans risquer la catastrophe. Le système se donne jour après jour les moyens tenir comme cela, c'est à dire dans la fuite en avant du Ponzi du crédit. Peu à peu le monde entier bascule dans ce système comme on le voit avec le ralliement subreptice et progressif de la BCE. Le monde se financiarise et se rend aux thèses et pratiques anglo-saxonnes fondées sur la déconnexion entre les signes monétaires et quasi monétaires d'une part et le réel d'autre part.

Le comportement récent des marchés est devenu moins assuré. Une relative volatilité est revenue, la marche des indices est moins unanime et régulière, même si on a encore inscrit récemment quelques records. Les volumes d'achats se sont rétréci en particulier les buy-backs que les sociétés opèrent sur leurs propres titres. Le fond des marchés est moins plaisant, avec de moins en moins de titres qui participent à la hausse, l'extension comme on dit, laisse à désirer. Les divergences se multiplient. D'ailleurs les investisseurs l'ont perçu, le pourcentage de baissiers a sensiblement augmenté ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Les haussiers le sont restés à ce stade, mais les indécis sont passés dans le camp des baissiers, ce qui est nouveau.

Nous mêmes, pour autant que nous soyons une référence, nous avons un sentiment plus mitigé et si il n'y avait pas déjà eu trois fausses alertes au cours des dernières années, peut-être que nous aurions basculé, au sentiment, chez les baissiers. Ce qui est sur c'est que le sentiment s'est quelque peu retourné et le notre avec.

On sent bien que quelque chose a changé et que l'on est en transition vers

une situation nouvelle.

D'abord on approche de la fin des achats de titres à long terme américains, les QE. Ensuite le débat sur la hausse des taux refait surface. Enfin, la reprise américaine et le redressement du crédit privé rendent moins nécessaires les stimulus et les largesses monétaires.

Nous sommes dans une oscillation, une alternance ou on se demande si il va être possible de maintenir le « ni trop chaud ni trop froid » ; Et visiblement les responsables de la conduite des affaires coopèrent afin de réintroduire un peu d'incertitude, sinon de risk dans les marchés. N'oubliez pas que l'on a créé un Comité chargé de surveiller et détecter les « bulles » avec à sa tête le dissident Fischer. Tout cela va dans la même direction , on aimerait réaliser un atterrissage en douceur. Et n'oubliez pas le nouveau thème majeur que l'on implante au plus haut niveau : le thème de la croissance durablement modeste sinon faible. Le coup d'envoi de ce thème a été lancé par le Vice-President de la Fed Stanley Fischer.

Les fundamentalistes et les historiens des marchés s'enthousiasment. Normal, ils ont prêché dans le désert et se sont ridiculisés pendant plusieurs années et ils cherchent leur revanche. Shiller en est un bon exemple. Mais un exemple raisonnable et encore mesuré. Il réitère ses conseils de prudence et ses observations sur la surévaluation, sans aller jusqu'à prédire comme le font certains, plus impétueux, un prochain krach.

Psychologiquement, on comprend que ceux qui ont été frustrés depuis 2009 ou 2012 aient envie que cela casse. La cassure, le krach, la rupture qu'ils prédisent est une sorte de projection sur le monde extérieur de la cassure dont ils ont besoin dans leur esprit. La hausse continue depuis 2009 les a bloqué psychologiquement, une énergie négative terrible a été accumulée en eux et la perspective de la digue qui cède, les obsède. Ils l'attendent, ils la souhaitent et croient déjà en voir les prémices. Il ne faut surtout pas négliger les aspects psychologiques personnels dans l'opinion que l'on a sur les marchés.

- **Les arguments en faveur d'un krach existent et ils ne sont pas négligeables :**

1- Les évaluations sont sorties de toutes épures historiques, nous sommes dans des zones où la probabilité de vif recul des marchés est

forte. Les évaluations en terme de multiples cours bénéfiques normalisés et celles en fonction du coût de remplacement (Tobin) sont dans des zones très élevées.

2-Le bull market a déjà une longévité exceptionnelle ; historiquement, on fait un « Top » majeur tous les six ans environ.

3-Il n'y a pas eu de consolidation significative depuis 3 ans.

4-La dette sur marge, la dette de la spéculation boursière, bat tous les records antérieurs. On est à plus de 450 milliards, on était à 380 au top de 2007 et 278 au top de Mars 2000.

5-Les taux d'intérêt viennent de faire un bond significatif, on vient de 2,35% sur le 10 ans américain, il y a quelques semaines, et on est 2,60% environ.

6-L'instabilité est revenue sur les marchés des changes avec un dollar fort qui pointe à 85,69 au dollar index ; On vient de la zone des 79. Le mouvement est devenu exponentiel à partir de fin juin.

Tout cela nous paraît sinon convaincant, du moins mériter attention. Nous accordons peu de valeur aux signaux sur la dette sur marge, peu de valeur aux références historiques sur les évaluations, peu de valeur aux remarques sur la longévité ou l'absence de consolidation, mais en revanche nous sommes sensibles à l'argument de la hausse des taux. Simplement, elle ne nous semble pas assez forte pour justifier l'inquiétude suggérée par les comparaisons historiques.

Il faut remettre les choses en perspective, la hausse des taux est réelle, mais elle est modeste, on a fait 2,75% il y a quelques mois, en Avril et ce n'est que si on dépasse ce niveau que l'on pourra considérer qu'une tendance inquiétante se dessine. On n'en est pas là. Mais si on franchit ces niveaux des 2,75%, alors il est probable que les marchés seront fragilisés et qu'une véritable réaction, comme on n'en a pas vu depuis longtemps, pourra se mettre en place.

Le regain d'instabilité sur le marché des changes et la forte hausse du dollar index sont à prendre plus sérieusement. C'est en effet tout le sous-jacent des

marchés qui est maintenant travaillé par l'instabilité, sinon les pertes. Et cela, c'est plus grave car quasi systémique.

Nous soupçonnons, à en juger par la faiblesse des devises émergentes, que de nombreux et gros investisseurs sont mal à l'aise avec la hausse de la devise américaine. Les deux trillions de QE de la Fed ont favorisé toutes sortes de carry, d'opérations complexes qui ont d'une façon ou d'une autre abouti chez les émergents, gonflé leurs réserves, enflé leurs masses monétaires, leurs assets financiers et leur crédit. Ils ont aussi stimulé leur croissance économique. Si l'on met ensemble d'un côté la hausse du dollar et de l'autre la chute de croissance des émergents, et que l'on ajoute une pincée de baisse des cours des matières premières, on a là un mélange sinon explosif mais peut être détonnant.

Ce ne peut être un hasard si les pertes les plus lourdes sur les marchés émergents ces dernières semaines touchent précisément les pays qui ont empilé le plus de dettes internationales, en dollars bien sûr, ces derniers années.

Prix du pétrole à la baisse: Signe de l'effondrement de la bulle de dette, menant à la fin du pétrole?

Article original de Gail Tverberg, publié le 21 Septembre 2014 sur le site <http://ourfiniteworld.com>

Traduction : [Captain Flemme](#)

Le prix du pétrole et des autres matières premières ont récemment baissé. Est-ce une bonne nouvelle ou une mauvaise chose?

Je dirais que *la baisse des prix des produits de base est une mauvaise nouvelle*. Cela signifie probablement que la bulle de la dette qui a tenue l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre Mondiale, au moins, a échoué à se dilater suffisamment. Si la bulle de la dette s'effondre, nous serons en grande difficulté.

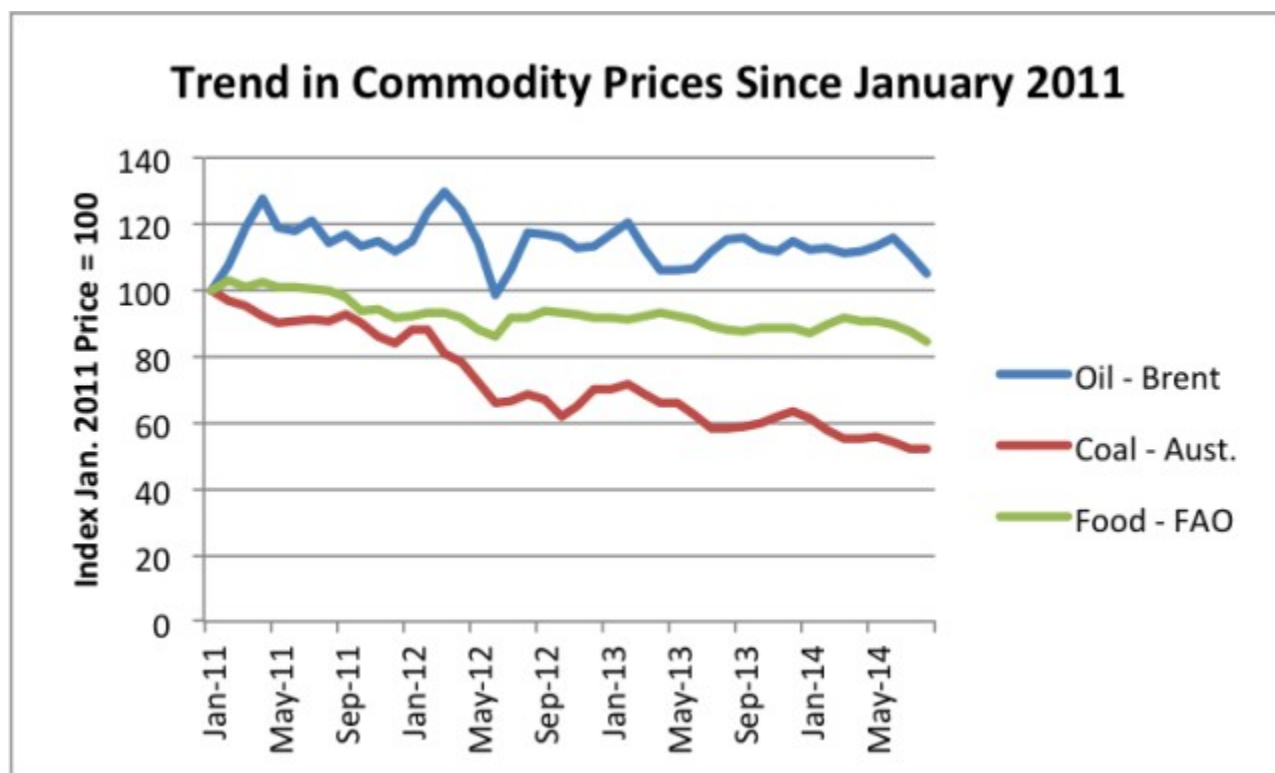


Figure 1 Évolution des cours des matières premières depuis Janvier 2011, Prix du Brent de l'EIA; Charbon australien de la Banque mondiale ; Alimentation de la FAO / ONU.

Beaucoup de gens ont l'impression que la chute des prix du pétrole signifie que le coût de production est en baisse, et donc que le «pic pétrolier» redouté est au loin. Ce n'est pas l'interprétation correcte, surtout quand de nombreux types de produits sont à la baisse en même temps. *Lorsque les prix sont fixés dans un marché mondial, la grande question est : est ce abordable?* Même si la nourriture, le pétrole et le charbon sont proches des besoins primaires, les consommateurs ne peuvent pas payer plus que ce qu'ils peuvent se le permettre.

Une personne peut dire à partir de la figure 1 que, depuis la première partie de 2011, les prix du Brent, du charbon australien et de la nourriture ont été orientés à la baisse. Cette baisse des prix se poursuit en Septembre. Par exemple, pendant que j'écris ceci, le prix du Brent est à 97,70\$ tandis que le prix moyen du dernier mois indiqué (Août) est à 105,27\$. C'est la plus forte baisse récente et elle en préoccupe beaucoup.

Nous sommes confrontés à plusieurs problèmes provoquant la confusion. Permettez-moi d'essayer d'expliquer certains d'entre eux.

Question n°1: Sur le court terme, les prix des produits de base ne reflètent pas le coût de l'extraction; ils reflètent ce que les acheteurs peuvent se permettre.

Les prix du pétrole sont fixés sur une base mondiale. Le coût de l'extraction varie partout dans le monde. Il est donc clair que les prix du pétrole ne correspondent pas au coût d'extraction, ou au coût d'extraction plus un bénéfice raisonnable, quelque soit le producteur.

Si les prix du pétrole baissent, il est tentant de croire que c'est parce que le coût de production a baissé. Sur une période suffisamment longue, une baisse du coût de production pourrait conduire à des prix plus bas du pétrole. Mais nous savons que *de nombreux producteurs de pétrole trouvent le prix actuels du pétrole trop faible*. Par exemple, le Wall Street Journal a récemment rapporté, Ben van Beurden, PDG de la Royal Dutch Shell : "[On ne peut nier que les rendements sont trop faibles](#). Il se prépare à réduire sa société afin de stimuler le rendement, la rentabilité". J'ai écrit à ce sujet dans mon post, [Début de la fin? Les compagnies pétrolières réduisent leurs dépenses](#).

À court terme, les prix bas sont susceptibles de signaler que moins de marchandises peuvent être vendues sur le marché mondial. Les produits de base tels que le pétrole et la nourriture sont des produits incompressibles. Pourquoi seraient-ils devenus moins nécessaires? Le problème, malheureusement, est qu'ils sont de moins en moins abordables. Être abordable dépend en grande partie (1) des salaires et (2) de la dette. Les salaires ont tendance à être assez stable. La cause probable, si l'accessibilité conduit à réduire la demande de produits incompressibles, comme le pétrole et l'alimentation, est la moindre croissance de la dette.

Question n°2: La croissance économique a tendance à produire une bulle de dette.

De nombreux économistes pensent que [l'innovation technologique](#) est la clé de la croissance économique. À mon avis, les économies ont besoin d'une combinaison de ce qui suit pour avoir de la croissance économique du type connu dans les 100 dernières années (Note 1) :

(Augmentation de la dette) + (combustibles fossiles peu cher à extraire) + (ressources en combustibles non fossiles pas cher à utiliser) + (innovation technologique)

Dans un tel cas, la dette ne cesse d'augmenter comme une économie se développe. Malheureusement, *cette croissance économique n'est que temporaire, car les ressources ont tendance à devenir plus coûteuses à utiliser au fil du temps, faisant disparaître les ressources "bon marchés" nécessaires à la croissance économique.*

Le problème sous-jacent de la hausse du coût des ressources (tant pour les combustibles fossiles que pour les autres), c'est que nous avons tendance à utiliser d'abord les ressources les plus facile à extraire. L'innovation technologique continue à se produire, mais les rendements décroissants frappent le marché des combustibles fossiles et des autres ressources. Il y a de plus en plus de demande pour une technologie capable de maintenir les coûts en ligne avec ce que les travailleurs peuvent se permettre de payer. A la fin, le coût des ressources (déduction faite des améliorations technologiques) s'élève trop haut, et la croissance économique est coupée. A ce moment là, une énorme montagne de dettes a été mise en place.

Permettez-moi de mieux expliquer comment cela se passe. Sans les combustibles fossiles, le monde est un peu coincé avec les marchandises qui peuvent être faites avec du bois ou d'autres ressources de base telles que des peaux d'animaux, le coton, le lin, ou de l'argile. Une petite quantité de produits métalliques et de verre peut être fait, mais la déforestation devient vite un problème si une tentative est faite pour "intensifier" la production de marchandises qui nécessitent de la chaleur pour leur production (Note 2).

Une fois que le charbon bon marché est devenu disponible, cette disponibilité a ouvert la porte à l'innovation technologique, car elle a fourni la chaleur en quantité qui n'était pas disponible auparavant. Alors que des idées telles que la [machine à vapeur](#) ont été élaborées il y a longtemps, la disponibilité de charbon bon marché a rendu possible et à un coût raisonnable, la production des métaux nécessaires à la machine à vapeur, ainsi qu'aux voies ferrées et

aux voitures de chemin de fer.

Avec la possibilité de faire de l'acier et du béton en quantité (les 2 exigeant de la chaleur) est venu la possibilité de faire des barrages hydroélectriques et les lignes de transport d'électricité, permettant ainsi d'utiliser l'électricité pour la consommation publique. Le pétrole, un combustible liquide, a ouvert la voie à l'utilisation généralisée des innovations supplémentaires, tels que les voitures de tourisme privées, le matériel agricole mécanisé, et les avions. Entre le charbon et le pétrole, de nombreux travailleurs ont pu quitter l'agriculture et commencer un emploi dans d'autres secteurs de l'économie.

La transformation qui a eu lieu était énorme: d'outils en bois et de main d'œuvre humaine ou animale, on est passé à une société industrielle moderne. Comment un tel changement a pu avoir lieu? Avant le changement, la capacité à générer des bénéfices qui pouvaient être utilisés pour des investissements en immobilisations futures était très limitée. En outre, les candidats à l'achat de produits fabriqués dans une économie industrielle étaient très peu nombreux. Je dirais que le seul moyen de combler cette lacune était la dette. Voir mes posts précédents, [Pourquoi Malthus a fait de mauvaises prévisions](#) et [les 65 ans de la bulle de dette des États-Unis](#).

L'utilisation de la dette a plusieurs avantages:

1. Ça permet au consommateur d'acheter le produit final fait avec les nouvelles ressources, en supposant que le produit final n'est pas trop cher par rapport aux salaires du consommateur.
2. Ça donne aux entreprises extrayant les ressources l'argent dont ils ont besoin pour acheter du matériel et embaucher des travailleurs, avant d'avoir réalisé les bénéfices provenant de l'extraction des ressources.
3. Ça donne aux entreprises la possibilité de construire des usines, avant d'avoir accumulé les bénéfices pour payer ces usines.
4. Ça permet aux gouvernements de financer l'infrastructure nécessaire, comme les routes et les ponts, avant d'avoir les recettes fiscales pour payer pour ces infrastructures.
5. *Plus important encore, la «demande» générée par (1), (2), (3) et (4) augmente le prix des ressources suffisamment pour rendre l'extraction des ressources rentable pour ces entreprises.*

En raison de ces questions, la dette et les combustibles fossiles bon marché ont une relation symbiotique.

(1) La combinaison de la dette, des combustibles fossiles bon marché et des ressources d'autres types bon marché permet la production de biens abordables qui augmentent le niveau de vie de ceux qui les utilisent. Le résultat est ce que nous considérons comme "la croissance économique".

(2) La croissance économique fournit le revenu supplémentaire nécessaire pour rembourser la dette avec intérêt. La façon dont cela se passe, est indirecte, à travers ce qui est parfois décrit comme "une plus grande productivité des travailleurs". Cette plus grande productivité est la productivité vraiment humaine accrue par des appareils rendus possibles par les combustibles fossiles, tels que les machines à coudre, machines à traire électriques et les ordinateurs qui permettent aux travailleurs de devenir plus productifs. Indirectement, la hausse de la productivité des travailleurs profite à la fois aux entreprises et aux gouvernements, par l'augmentation des ventes de ses produits aux consommateurs et par l'augmentation des impôts. De cette façon, les entreprises et les gouvernements peuvent également rembourser leur dette avec intérêt.

Les ressources à des prix plus élevés sont un problème. Les ressources de toute nature à des prix plus élevés ont tendance à "gâcher le travail" de ce cycle de récupération. Le pétrole à des prix plus élevé en particulier, est un problème. Aux États-Unis, quand les prix du pétrole montent au-dessus de 40 \$ ou 50 \$ le baril, la croissance des salaires s'arrête.

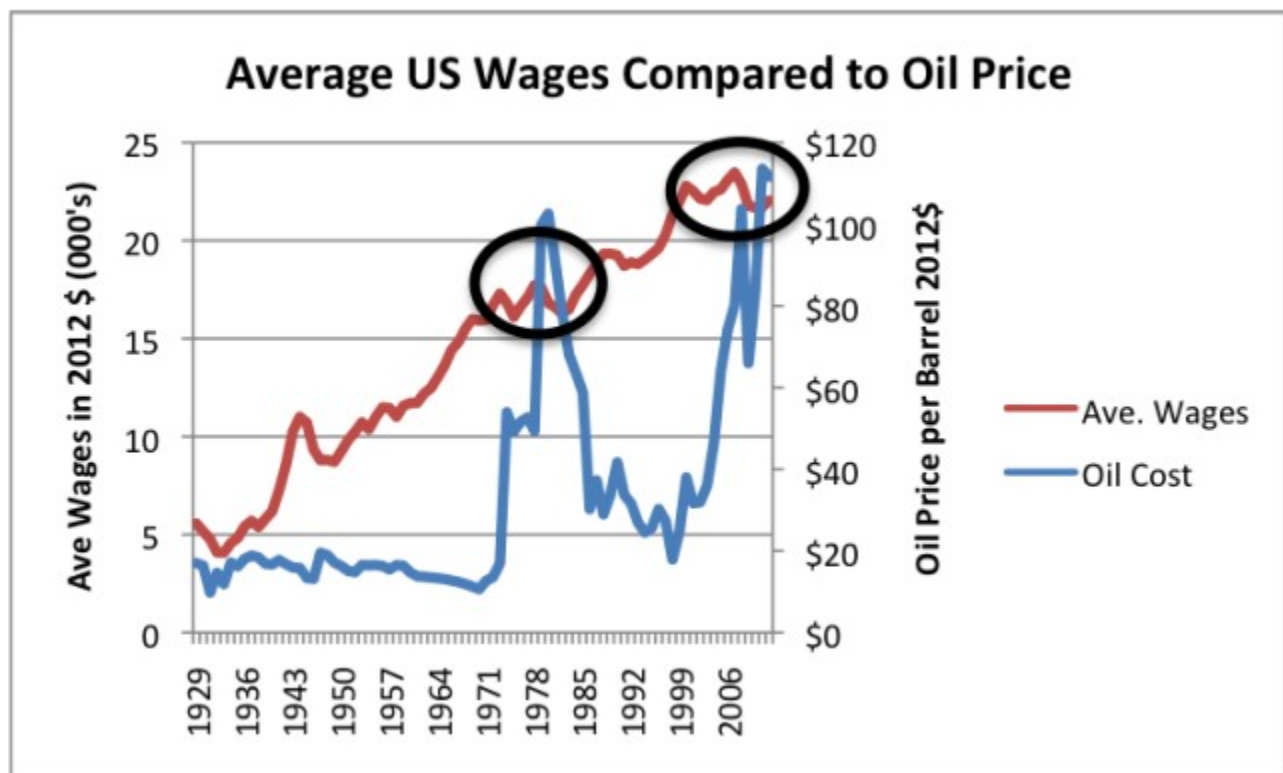


Figure 2: Le salaire moyen en dollar 2012, comparativement au prix du Brent, également en dollar 2012. Les salaires moyens sont le total des salaires basée sur des données corrigées des variations BEA par CPI-urban, divisé par la population totale. Ainsi, ils reflètent les changements dans la proportion de la population employée ainsi que les niveaux de salaire.

Avec des prix du pétrole plus haut, la hausse du niveau de vie s'arrête pour la plupart des travailleurs, et les emplois bien rémunérés deviennent difficiles à trouver. Il y a 2 raisons pour lesquelles nous pourrions nous attendre à ce que les salaires stagnent quand le prix du pétrole augmente:

(1) **La concurrence avec les sources d'énergie bon marché.** Lorsque les prix du pétrole ont augmenté, les pays utilisant un pourcentage très élevé du pétrole dans leur mix énergétique (comme les PIIGS en Europe, au Japon et aux États-Unis) sont devenus moins compétitifs dans l'économie mondiale. Ils ont tendance à tomber derrière la Chine et l'Inde, les pays qui utilisent beaucoup plus de charbon (qui est moins cher) dans leur mix énergétique.

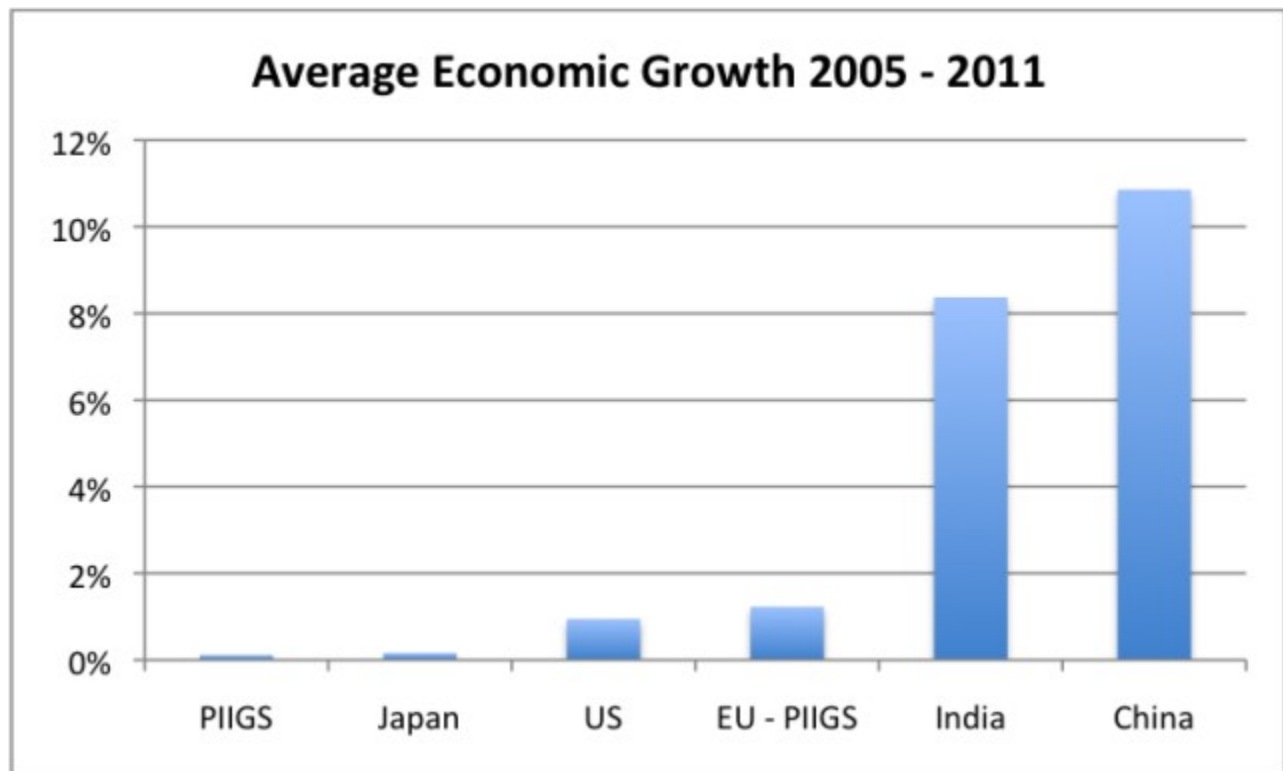


Figure 3. Croissance moyenne en % du PIB réel entre 2005 et 2011, sur la base de données de l'USDA PIB en dollar US 2005.

(2) Nécessité de maintenir stable le prix des produits. Les entreprises ont besoin de maintenir le prix total de leurs produits proche d'un plateau malgré la hausse des prix du pétrole, si elles veulent continuer à vendre autant de leur produit après l'augmentation du prix du pétrole. Le pétrole est un coût de production important; les salaires en sont un autre. Une façon évidente pour compenser la hausse des prix du pétrole est de réduire les salaires. Cela peut se faire de plusieurs façons: externalisation du travail dans un pays à faible coût, une plus grande automatisation, ou bloquer les salaires. N'importe laquelle de ces approches aura tendance à produire l'aplatissement des salaires observés dans la figure 2.

Basé sur la figure 2, un prix du pétrole supérieur à 40\$ ou 50\$ le baril semble mettre un plafond sur les salaires, et conduit indirectement à beaucoup moins de croissance économique. Même si nous n'avions pas touché le prix du pétrole par exemple de limiteur, si nous avons découvert un combustible liquide qui pourrait être produit en quantité pour moins de 40\$ le baril, nous finirions par frapper une autre sorte de limite de la croissance. Par exemple, la limite pourrait être le changement climatique ou trop de population pour la capacité de production alimentaire. Même trop de dettes peut être une limite,

si les revenus des citoyens ne se lèvent pas d'une manière correspondante. À un certain point, il devient impossible même d'effectuer des paiements d'intérêt si le niveau de la dette est trop élevée. Indirectement, les salaires des citoyens supportent même la dette des entreprises et du gouvernement, parce que les revenus d'activité et les recettes fiscales dépendent indirectement des salaires.

Question n°3: Rembourser la dette est très difficile dans une économie stable ou en baisse.

Une fois que la croissance s'arrête (ou ralentit trop), la bulle de la dette tend à s'écraser, car il est beaucoup plus difficile de rembourser la dette avec intérêt dans une économie en décroissance par rapport à celle en croissance.

Repaying loans is easy in a growing economy



Repaying loans is much more difficult in a shrinking – or flat - economy



Figure 4 Rembourser les prêts est facile dans une économie en croissance, mais beaucoup plus difficile dans une économie en décroissance .

Le gouvernement cache cette question depuis très longtemps en utilisant le roulement de la dette ancienne par une nouvelle dette et en réduisant les taux d'intérêt à pratiquement zéro. À un certain point, cependant, le système semble voué à l'échec.

Toute les dettes ne sont pas équivalentes. La dette qui gonfle tout simplement

les bulles des prix des marchés boursiers a peu d'impact sur les prix des produits de base. Afin de maintenir les prix des produits de base suffisamment élevés pour que les producteurs veuillent continuer à les produire, la dette doit vraiment revenir dans les mains des acheteurs potentiels de ces produits de base.

En outre, toutes les modifications qui ont tendance à réduire le commerce mondial, pousse cette économie mondiale vers la contraction, et il devient plus difficile de rembourser la dette avec intérêt. Ainsi, les sanctions contre la Russie, et les sanctions de la Russie contre les États-Unis et en Europe, ont tendance à pousser plus rapidement le monde vers l'effondrement de la dette.

Question n°4: L'augmentation du prix du pétrole et des autres produits de base sont un problème, surtout pour les pays qui sont importateurs de ces produits.

La plupart d'entre nous sont déjà au courant de ce problème. Si les prix du pétrole augmentent, ou si les prix des produits alimentaires augmentent, nos salaires n'augmentent pas d'un montant correspondant. Nous finissons par couper dans les achats non contraints. Cette réduction conduit à des mises à pied dans ces secteurs. Nous nous retrouvons avec le scénario que nous avons dans les années de récession 2007-2009 : baisse des prix des maisons (Depuis que les maisons a un prix plus élevé sont des achats non contraints), les banques en faillite, et beaucoup sans emplois. Voir mon article [Limites de l'approvisionnement pétrolier et continuation de la crise financière.](#)

La raison pour laquelle les bas prix du pétrole et des autres produits de base sont bien accueillis par beaucoup de gens maintenant, est que la situation inverse - prix élevés du pétrole et des autres matières premières - est terrible.

Question n°5: La baisse dues prix du pétrole et des autres matières premières est un problème, si le coût de production ne baisse pas en conséquence.

Si les prix des produits de base chutent pour une raison quelconque - même si c'est à cause d'une bulle de la dette qui crève - cela va affecter la façon dont

beaucoup d'entreprises sont disposées à produire. Il va y avoir une tendance à réduire la nouvelle production. Si les prix baissent trop, il est même possible que certaines entreprises vont purement et simplement quitter le marché.

Même si cela n'en a pas l'air, qu'un pays «a besoin» du prix élevé actuel du pétrole, cela peut quand même être un problème. Les exportateurs de pétrole dépendent des impôts élevés qu'ils sont en mesure d'obtenir lorsque les prix du pétrole sont élevés. S'ils ne peuvent pas percevoir ces taxes, ils peuvent avoir besoin de réduire les programmes tels que les subventions alimentaires et de nouvelles usines de dessalement. Sans ces programmes, le désordre civil peut conduire à des réductions de la production pétrolière.

Question n°6: La croissance des ventes de pétrole vers la Chine et vers d'autres marchés émergents a été alimentée par la croissance de la dette. Cette croissance de la dette semble désormais stagner.

La croissance de la consommation de pétrole s'est surtout faite à l'extérieur des États-Unis, l'Union européenne et le Japon, dans un passé récent. La Chine et d'autres pays émergents conservent une forte demande pour du pétrole.

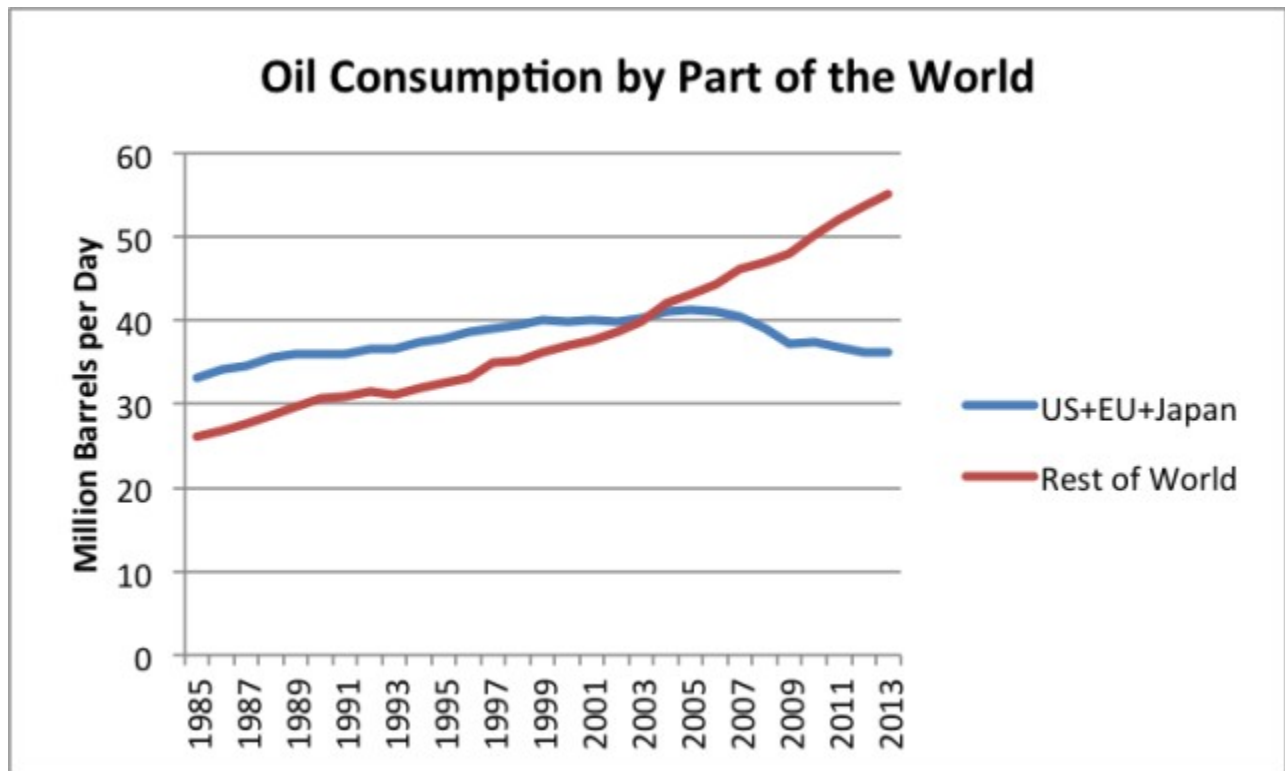
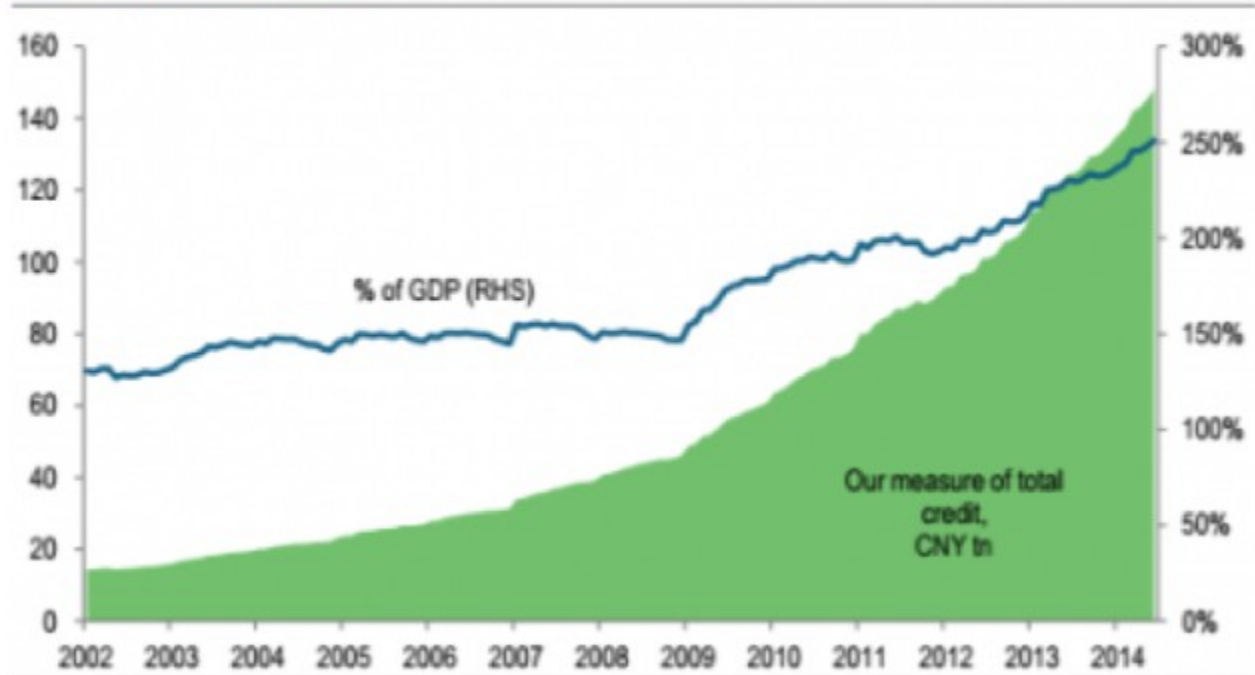


Figure 5 La consommation de pétrole par parties du monde mis à jour jusqu'en 2013, basé sur BP Statistical Review of world Energy - données 2014.

Ambrose Evan-Pritchard rapporte, [les ratios d'endettement terrifiants de la Chine en passe de balayer les niveaux américains passés](#). Il montre le tableau suivant, toutes les sources de la croissance de la dette Chinoise, y compris le système bancaire parallèle:

Figure 1: Total credit continues to grow...

CNY tn (LHS), % of GDP



Source: CEIC, Standard Chartered Research

Figure 6 - La dette totale de la Chine, basé sur le tableau affiché dans l'article Ambrose Evans-Pritchard.

Cette augmentation de la dette semble maintenant ralentir, basé sur un [rapport du Wall Street Journal](#). Une personne se demande si le ralentissement de la croissance de la dette affecte les prix mondiaux du pétrole et des autres matières premières.

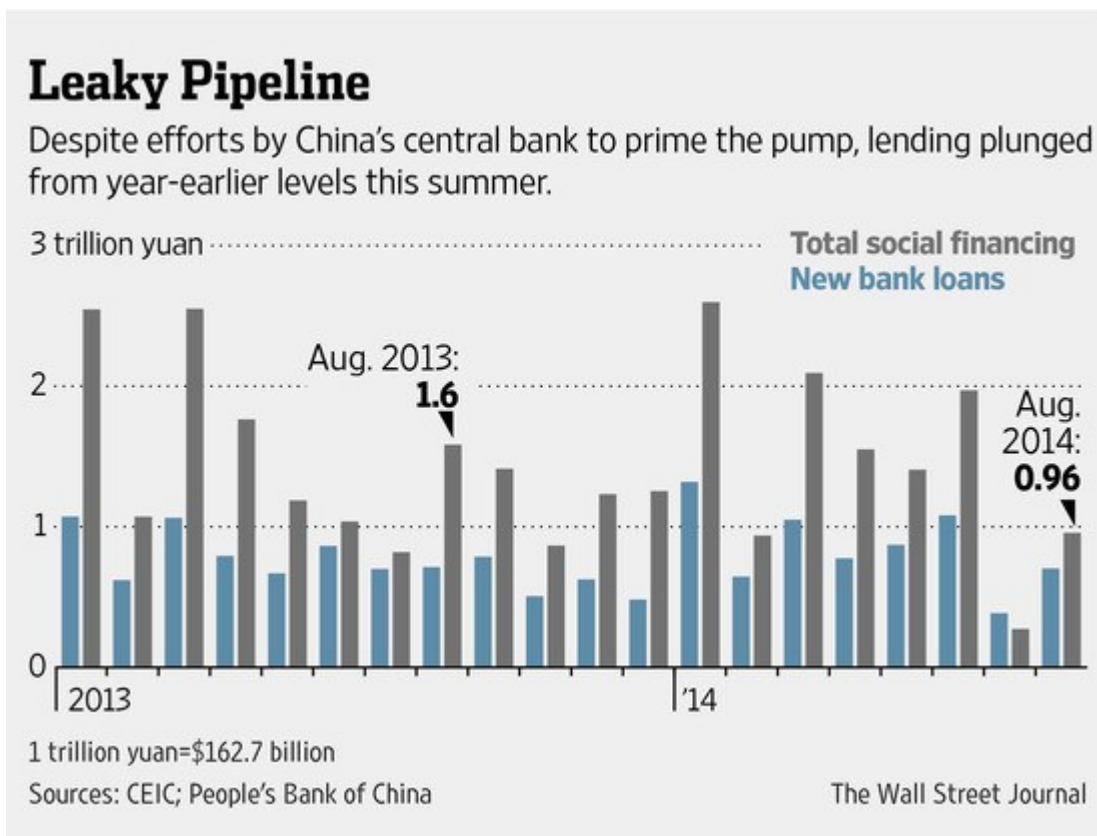


Figure 7 Figure de l'article du WSJ - [BPOC Struggles as Chinese borrowers hold back](#).

D'autres marchés émergents semblent également rencontrer des réductions. Depuis 2008, les États-Unis, l'Europe et le Japon ont eu des politiques monétaires très accommodantes. Une partie de l'argent disponible à des taux d'intérêt bas a été investi dans les marchés émergents. Maintenant, rapporte le WSJ, [la FED diminue l'attrait des marchés émergents](#). Selon cet article, les investisseurs adoptent une position plus prudente sur les nouveaux investissements en raison de la peur de la hausse des taux d'intérêt américains.

Bien sûr, d'autres problèmes affectent la dette et ainsi la demande mondiale des produits. Si les taux d'intérêt augmentent, beaucoup ont tendance, en général, à réduire le nombre de nouveaux prêts, parce que les prêts deviennent moins abordables. Les sanctions d'un pays contre un autre, comme les États-Unis contre la Russie, et vice versa, ont également tendance à réduire la demande.

Question n°7: Les bulles de la dette ont été un problème dans des

effondrements passés.

Selon Jesse Colombo, la dépression était un résultat significatif des bulles de dettes qui se sont accumulés pendant les années folles. Une autre cause à long terme semble être la perte des emplois agricoles qui ont eu lieu lorsque le charbon a permis à des tâches qui étaient auparavant effectuées par les travailleurs agricoles, de l'être par l'électricité ou par des chevaux tirant des charrues métalliques. La combinaison d'une bulle de la dette et de la perte d'emplois semble avoir des parallèles avec la situation actuelle.

Beaucoup pensent que le crash de la bulle immobilière des subprimes a contribué à la Grande Récession. Le pic de 2007 et 2008 du prix du pétrole a aussi joué un rôle majeur.

Question n°8: Si nous sommes confrontés à l'effondrement d'une bulle de la dette, il est tout à fait possible que les prix de nombreux produits de base vont tomber. Cela pourrait conduire à un effondrement dans la fourniture de nombreux types de produits énergétiques, plus ou moins simultanément.

La figure 8, ci-dessous, est une estimation très approximative de ce genre de baisse de la consommation d'énergie à laquelle nous pourrions être confrontés si un effondrement de la dette conduit à des prix très bas de nombreux types de combustibles simultanément. Les prix de nombreux produits de base s'est écrasé en 2008, et ce n'est qu'avec l'intervention massive que les prix ont été recadré à des niveaux 2011. Après le début de 2011, les prix ont commencé à couler à nouveau, comme le montre la figure 1.

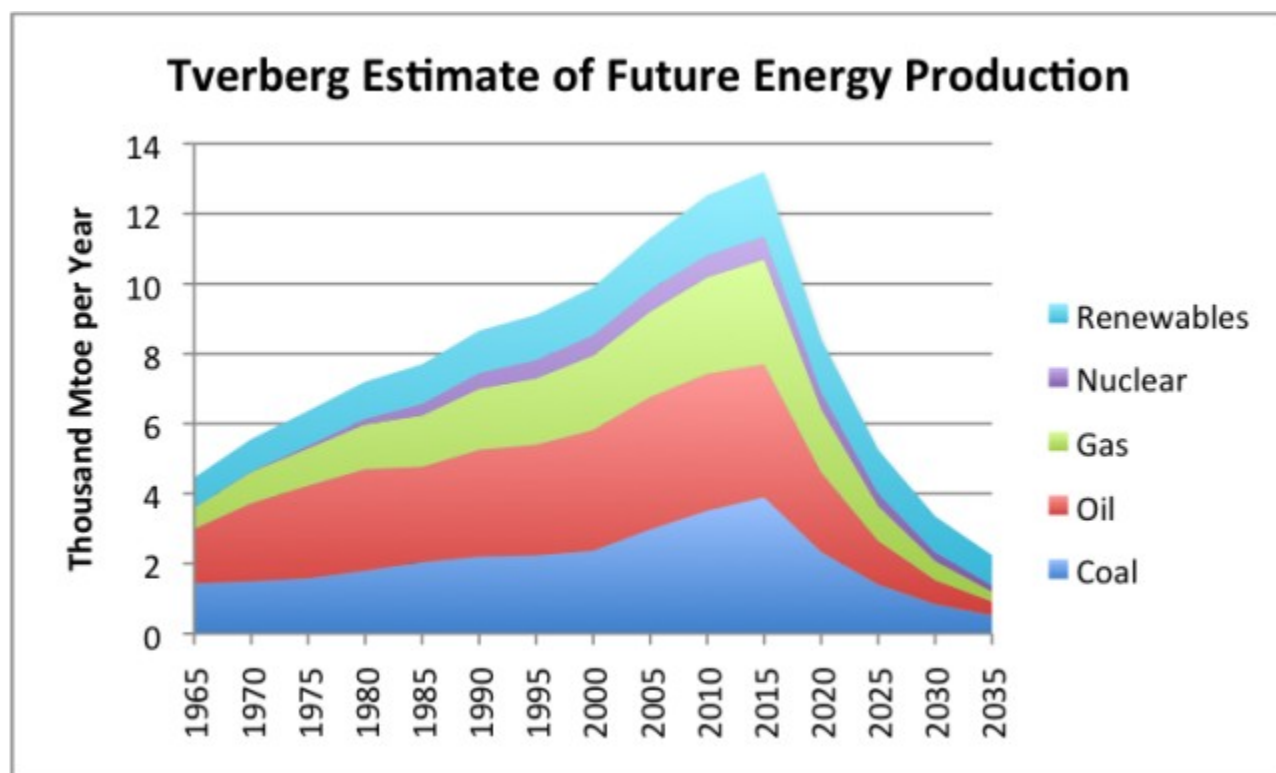


Figure 8 Estimation de la production future d'énergie par l'auteur. Données historiques basées sur BP ajustés à des groupes de l'EIA.

Il est clair que les gouvernements vont tenter de prévenir un autre gros accident dans les prix des produits de base. La question est de savoir si ils seront couronnés de succès dans la consolidation des prix des matières premières, et combien de temps ils seront couronnés de succès. Dans un monde fini, la production d'énergie des combustibles fossiles doit finalement reculer, mais nous ne savons pas précisément dans quel délai.

Question n°9: Mon déclin rapide contraste avec les prévisions "meilleur des cas" de la consommation future de pétrole donnée par M. King Hubbert.

M. King Hubbert a écrit sur un scénario où un autre type de carburant prend complètement le-dessus, avant que le pétrole et d'autres combustibles fossiles ne soient éliminés. Il discute même la possibilité de faire des combustibles liquides à partir d'énergie nucléaire bon marché. La façon dont il représente la situation est la suivante:

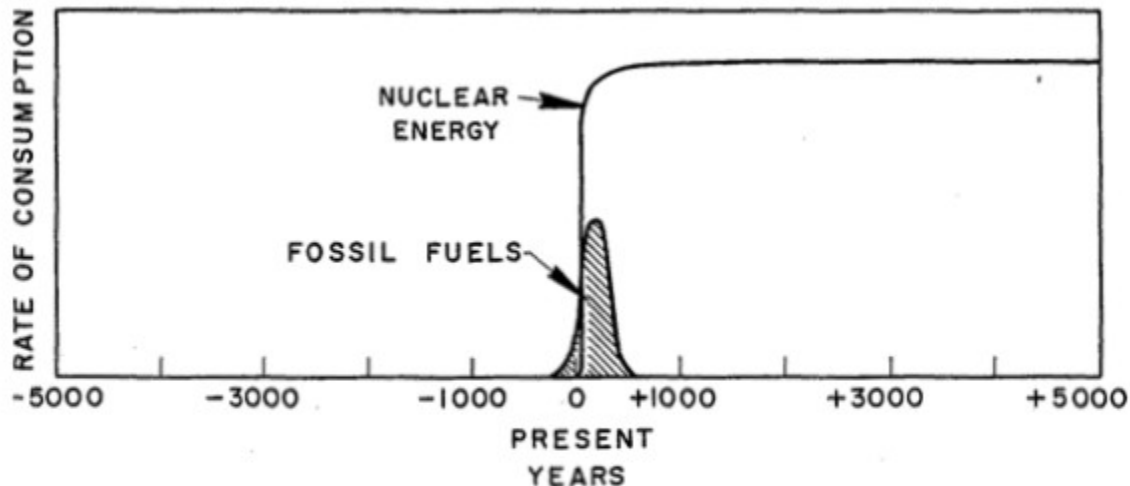


Figure 30 - Relative magnitudes of possible fossil-fuel and nuclear-energy consumption seen in time perspective of minus to plus 5000 years.

Figure 9 Figure de 1956 de l'article de Hubbert, [l'énergie nucléaire et les combustibles fossiles](#).

Dans un tel scénario, il est possible que l'offre de pétrole commencera à décliner quand environ 50% des ressources sont épuisées, et la pente descendante de la courbe suivra une courbe de Hubbert symétrique Cette situation semble représenter le meilleur cas possible; il ne semble pas représenter le cas auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Si un effondrement de la dette se produit, beaucoup du carburant restant est susceptible de rester dans le sol.

Question 10: Notre économie est un système en réseau. L'augmentation de la dette est ce qui maintient l'économie gonflé. Si les salaires ne parviennent pas à suivre le rythme de la croissance de la dette, le système semble susceptible de tomber en panne par la suite.

Dans les [articles précédents](#), j'ai représenté l'économie comme un système en réseau auto-organisé, composé des entreprises, des consommateurs, des gouvernements (des lois, des règlements et des taxes), du système financier, et du commerce international.

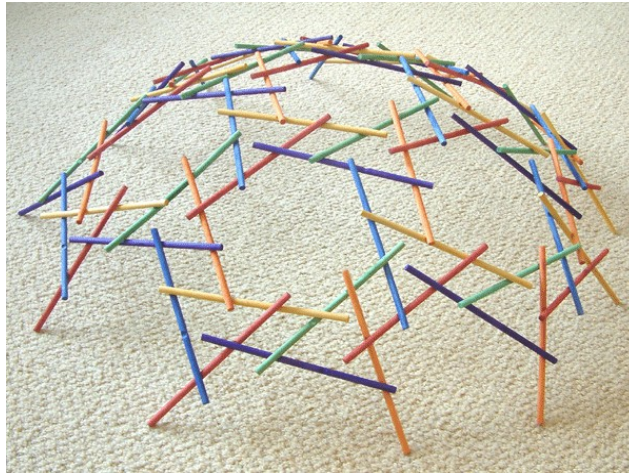


Figure 10: Dôme construit en utilisant les [bâtons de Leonardo](#)

Une des raisons pour laquelle l'économie est présentée comme dépressive est que l'économie perd sa capacité à fabriquer des produits qui ne sont plus nécessaires, tels que des fouets d'attelage et des cadrans rotatifs de téléphones. Une autre raison pour laquelle elle pourrait être présentée comme dépressive, est que la dette est utilisée pour gonfler à sa taille actuelle. Une fois que le montant de la dette commence à rétrécir, il est très difficile pour l'économie de maintenir sa stabilité.

Beaucoup de "peakistes" croient que si nous avons un problème avec le système financier, tout ce que nous avons à faire est de recommencer avec un nouveau système, peut-être sans dette. Tout ce que je peux voir, c'est que la dette est un élément essentiel du système actuel. Nous n'avons pas pu extraire les combustibles fossiles en quantité importante, sans une quantité sans cesse croissante de dettes. Le problème que nous rencontrons maintenant, c'est qu'une fois que le coût des ressources est trop élevé, le système basé sur la dette ne fonctionne plus. Un nouveau système financier basé sur la dette probablement ne fonctionnera pas mieux que l'ancien.

Si nous essayons de construire un nouveau système sans combustibles fossiles, nous recommenceront vraiment, car "les énergies renouvelables" aujourd'hui font partie du système des combustibles fossiles (Note 3). Nous devons revenir à des choses qui peuvent être faites directement à partir du bois et autres produits naturels sans grandes quantités de chaleur, d'avoir des ressources vraiment renouvelables.

Notes:

[1] C'est vraiment une simplification des vrais problèmes. Alors que la population mondiale augmente, il est nécessaire d'obtenir une quantité croissante de denrées alimentaires provenant de la même terre arable. Ainsi, il est nécessaire de trouver de nouveaux procédés pour accroître la production alimentaire, en même temps que le sol est très probablement en train de se dégrader. Le sol est dans un sens une "ressource d'un autre type que les combustibles fossiles", mais je n'ai pas mentionné spécifiquement de cette question.

Les problèmes croissants de pollution sont en quelque sorte un coût indirect de l'extraction des combustibles fossiles et d'autres ressources. Ceux-ci représentent un autre coût croissant que je n'ai pas spécifiquement identifié. En outre, il y a des frais indirects qui ne correspondent pas exactement à une catégorie, comme les usines de dessalement nécessaires pour gérer les populations de plus en plus nombreuses dans des zones où l'eau est rare. Nous pouvons avoir besoin de tenir compte des dépenses d'atténuation de tous types dans le cadre du "coût de l'extraction des ressources".

Mon point est qu'il devient de plus en plus difficile de compenser ces nombreuses augmentations de coûts avec les innovations technologiques. En outre, si aucun changement n'est apporté, une part de plus en plus grande à la fois de la main-d'œuvre et des ressources sont nécessaires pour maintenir le statu quo, laissant moins de travailleurs et une plus petite quantité de ressources pour faire croître l'économie.

[2] Le vent et l'eau sont des sources additionnelles d'énergie, mais ils sont des sources d'énergie mécanique, non des énergies thermiques, et ne sont donc utiles que si elles peuvent être d'abord converties en l'électricité, et en chaleur. Ces énergies n'ont jamais été produites en grandes quantités dans les temps pré-"carburant fossiles".

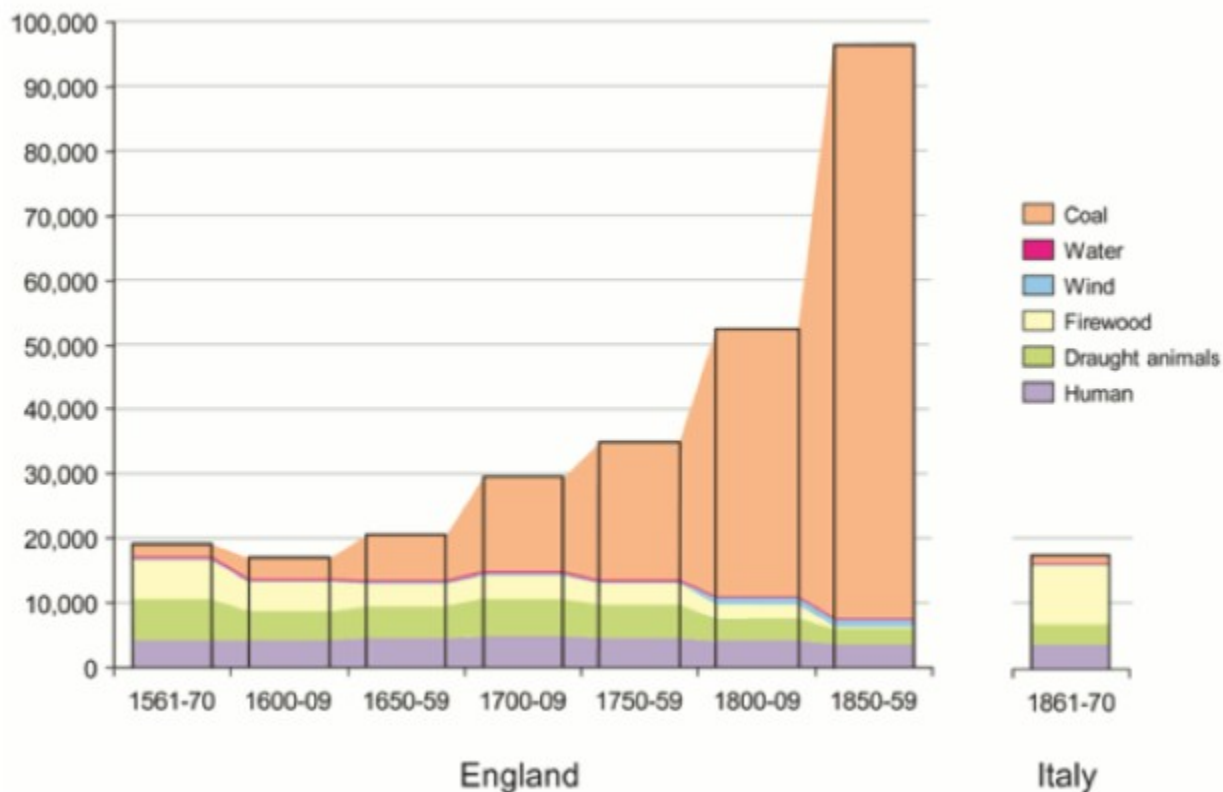


Figure 11. Consommation annuelle d'énergie par tête (mégajoules) en Angleterre et au Pays de Galles de 1561 à 1570 à 1850-9 et en Italie de 1861 à 1870. Figure de Tony Wrigley «Ouvrir la boîte de Pandore». Figure originale de [l'énergie et de la révolution industrielle anglaise](#), également par Tony Wrigley.

[3] Bien entendu, tout "renouvelable" existant continuera à travailler jusqu'à ce qu'il ai besoin de réparations qui ne seront pas disponibles. D'autres parties du système (telles que les lignes électriques de transmission, batteries, onduleurs, et les périphériques connectés tels que les pompes) peuvent échouer plus rapidement que les énergies renouvelables eux-mêmes.

La « nouvelle » crise arrive !!

Le 16e Genova Report en intégralité

[reprise] [Audrey Duperron Express.be 29 sept](#) et [www.lecontrarien.com 30 sept](#)

« La 'combinaison toxique' d'une dette record et du ralentissement de la croissance est en train de mettre l'économie mondiale sur la voie d'une nouvelle crise.

La « combinaison toxique » d'un montant record de dette et du ralentissement de la croissance signifie que l'économie mondiale se dirige vers une autre crise, affirme le 16e Genova Report, un rapport annuel écrit par un panel d'économistes pour le compte du Centre international d'études

monétaires et bancaires, et qui est publié ce lundi.

Les auteurs, parmi lesquels on trouve trois ex-patrons de banque centrale, expliquent que les taux d'intérêt devront rester faibles à l'échelle mondiale pendant « très très longtemps », pour permettre aux différents agents économiques de continuer à payer leurs intérêts et éviter une nouvelle crise grave. L'avertissement intervient alors qu'aux États-Unis, la patronne de la FED, Janet Yellen, vient d'annoncer une remontée progressive des taux d'intérêt.

Le rapport indique que l'endettement global, privé et public confondu, est passé de 160 % du PIB en 2001 à près de 200 % en 2009 et de 215 % en 2013 :

Contrairement à ce que l'on croit généralement, le monde n'a toujours pas commencé à se désendetter et le ratio de la dette mondiale comparée au PIB continue d'augmenter, brisant en permanence de nouveaux records ».

Luigi Buttiglione, l'un des co-auteurs, a exprimé ses inquiétudes au *Financial Times* :

Dans ma carrière, j'ai vu tant de soi-disant «miracles économiques» – l'Italie dans les années 1960, le Japon, les tigres asiatiques, l'Irlande, l'Espagne et maintenant peut-être la Chine – et tous se sont achevés sur une montagne de dettes.

Selon Buttiglione, le schéma est toujours le même : la croissance de ces économies les incite à emprunter, ce qui maintient leur croissance alors que les facteurs sous-jacents qui en avaient été à l'origine au départ ont épuisé leurs effets.

Le rapport souligne que certains pays, qui se caractérisent par un endettement élevé et une croissance molle, sont particulièrement vulnérables : l'Europe du Sud, la zone euro et la Chine.

Dans un e-mail à la rédaction Steen Jakobsen, économiste en chef de Saxo Bank, cite un proverbe yiddish : «L'intérêt sur la dette grossit sans nécessiter de pluie ». Il confirme les grandes lignes du rapport de Genève :

Ce proverbe indique l'essentiel de ce qui se passe dans les cercles politiques aujourd'hui. Nous assistons maintenant à l'épisode IV du « Faisons perdurer et faisons semblant » : Promesses d'amélioration, alors que les dettes

continuent de s'accumuler. (...) Faire semblant d'avoir un plan crédible, mais ne jamais tenter de régler les problèmes structurels et continuer d'acheter encore plus de temps. (...)

Il est évident qu'acheter plus de temps (faire perdurer) est toujours la priorité numéro un, suivie de la projection (faire semblant) qu'une croissance très attendue atteindra une trajectoire encore plus élevée pour faire rentrer le budget dans les contraintes supposées. Ou, comme dans le cas de la France, l'abandon récent du respect des objectifs budgétaires pour les deux prochaines années est déjà un fait accompli. (...)

Dans le secteur privé, un tel comportement pourrait vous coûter votre emploi, mais dans le modèle économique de l'année 2014 qui évoque davantage l'Union soviétique qu'une économie de marché – c'est devenu la chose la plus normale du monde. Mais beaucoup pourront protester que cela serait encore pire si nous n'en avons pas tant fait pour « sauver le système », non ?

Eh bien, peut-être, sauf que ces pays où la foi en un capitalisme d'Etat est la plus forte : la Russie, la Chine et la France, sont tous en fin de course. (...) La productivité est négative, on constate des fuites de capitaux, et le système construit pour protéger une élite est en échec. »

Jakobsen, qui rentre d'Asie, affirme que ce qu'il a constaté à Singapour témoigne parfaitement de ce phénomène :

Pour moi, Singapour incarnait l'exemple de business model le plus rationnel de la planète. Son fondateur Lee Kuan Yew a été l'un des plus grands hommes d'État de l'histoire. Mais aujourd'hui, la productivité s'effondre à Singapour. Comme nous, ils sont en train de devenir le Monaco du monde, une économie basée sur la consommation, et non sur la productivité et la croissance.

Les économies développées sont en train de vieillir sur le plan démographique, mais nous ne sommes pas encore assez raisonnables pour comprendre que notre modèle actuel est une chaîne de Ponzi et que nous nous dirigeons vers son inévitable moment de Minsky (lorsque l'argent généré par des actifs ne suffit plus pour assurer le service de la dette contractée pour payer ces actifs).

Aucun politicien ou banquier central ne dit la vérité telle qu'elle ressort des simples chiffres et tous espèrent que tout va bien se passer. Mais l'espoir

n'est pas une bonne politique, et il ne faut le réserver qu'à l'église, pas à l'économie réelle. »

[Source Express.be ici](#) [Le 16ème Genova Report en intégralité et en PDF à télécharger gratuitement ici](#)

5 grandes banques américaines détiennent chacune plus de 40 000 milliards de dollars en produits dérivés

par Audrey Duperron · 29 sept. 2014 [Express.be](#)



« Grandes banques et produits dérivés : pourquoi une autre crise financière est inévitable », titre Forbes. Le magazine rappelle que la crise financière de 2007-2008 s'explique largement par les prises de risques inconsidérées sur des produits opaques, notamment sur le marché des produits dérivés.

Depuis, les banques ont fait des efforts pour assainir leurs bilans, tandis que des réglementations ont été mises en place pour restaurer la confiance dans les institutions financières. Mais dans le fond, peu de choses ont changé : les banques sont toujours aussi opaques, et surtout, elles continuent d'investir dans les produits dérivés de la même manière qu'elles le faisaient avant la crise de 2008, mais sur une échelle encore plus importante.

Les nouvelles réglementations sont trop complexes pour être réellement appliquées, et les banquiers rusés, aidés de leurs services juridiques, se font un devoir de trouver les failles qui permettent de les contourner tout en restant dans la légalité.

[Selon Forbes, le montant notionnel négocié en produits dérivés dépasse désormais plus de 700.000 milliards de dollars](#), soit plus de 10 fois la taille de l'économie du monde entier. [D'après le New York Times, les banques américaines en détiendraient 280.000 milliards de dollars](#). Et ce marché continue de se développer...

5 banques américaines enregistrent chacune plus de 40.000 milliards de dollars de positions sur des produits dérivés. Ainsi, ensemble, elles totalisent

plus de 200.000 milliards de dollars. En comparaison, le total de la dette américaine s'élève actuellement à 17 500 milliards de dollars. Des montagnes de créances risquées qui pourraient s'écrouler comme des châteaux de cartes à la moindre alerte sur les marchés...

Voici un aperçu des banques concernées et leurs positions ouvertes:

JP Morgan Chase

Total de l'actif: environ 2.477 milliards de dollars

Exposition totale aux produits dérivés: 67.951 milliards de dollars

Citibank

Total de l'actif: 1.895 milliards de dollars

Exposition totale aux produits dérivés: 59.944 milliards de dollars

Goldman Sachs

Total de l'actif: 916 milliards de dollars

Exposition totale aux produits dérivés : 54.565 milliards de dollars

Bank Of America

Total de l'actif: 2.153 milliards de dollars

Exposition totale aux produits dérivés: 54.458 milliards de dollars

Morgan Stanley

Total de l'actif: 831 milliards de dollars

Exposition totale aux produits dérivés: 44.946 milliards de dollars.

L'âge des mauvais pressentiments

Par **James Howard Kunstler** - Kunstler.com

Publié le 30 septembre 2014

Il arrive parfois que les événements prennent le contrôle sur les personnalités. Les forces invisibles qui maintiennent l'équilibre entre les affaires des nations se dissolvent, des particules sont propulsées hors des nombreux épicycles, et les événements dégénèrent jusqu'à devenir critique.

Regardez dans votre rétro et dites au revoir à l'âge de l'optimisme irréaliste, à l'époque où les Etats-Unis étaient inspirés par leur vœu le plus cher : pouvoir continuer de conduire jusqu'au Wal-Mart le plus proche, pour toujours. Lorsqu'on l'observe de très près, l'idée contemporaine de l'utopie a toujours été bancal. D'une part, nous avons l'inutilité de conduire sans cesse. Pour la plupart des Américains, conduire ressemble on-ne-peut moins aux images

publicitaires qui présentent une seule voiture roulant sur la côte au coucher du soleil, et bien plus à des bouchons sur la jonction de l'I-55 et l'I-90 en heure de pointe à Chicago, dans une Dodge Grand Caravan peuplée de trois enfants gesticulants dont les téléphones viennent d'épuiser leur batterie – sans oublier une vessie plus que pleine et aucune bouteille de soda vide à portée de main.

D'autre part, il y a Wal-Mart : la corne d'abondance incroyable de produits plastiques à prix bradé, comme si, pendant les années 1990, les Etats-Unis étaient devenus le quai de chargement de produits quasi-gratuits. N'était-ce pas la bonne époque ? Aujourd'hui, tout le monde est équipé au maximum, de la télévision écran plat à l'essoreuse à salade. Mais voilà que nous sommes fatigués de voir l'arrière-train de Kim Kardashian, et puis après tout, personne n'a jamais vraiment aimé la salade. L'excitation n'est plus, et il en est de même pour les jours de paie qui marquaient le début de l'orgie. Les rayons nourriture sont particulièrement moroses, avec leurs boîtes de Lucky Charms qui régulièrement pèsent moitié moins lourd et coûtent deux fois plus cher. Et dire que c'était ce qui était prévu pour le dîner ! Peut-être est-ce la manière qu'à Mère Nature de nous dire qu'il nous faut changer de tatouage.

Dans cet étrange entre-deux dans lequel nous nous trouvons coincés depuis la crise de 2008, la gouvernance mondiale n'a dépendu que de mensonges et de subterfuges servant à garantir l'illusion de résilience, une sorte de formule magique pour séduire les masses pendant suffisamment longtemps pour les convaincre que les problèmes de pénurie d'énergie sont terminés. Même ceux habituellement payés pour réfléchir sont tombés dans le panneau. Attendez qu'ils découvrent que les producteurs de pétrole de schiste n'ont jamais gagné un centime de leur production, et n'ont survécu que grâce à la vente de biens immobiliers à des gens plus crédules encore, et en donnant un faux lustre aux contrats financiers toxiques qui garantissent leurs exercices. Attendez-vous à voir ce mirage se dissiper au cours de ces deux prochaines années, voire peut-être plus tôt si le prix du pétrole passait sous la barre des 90 dollars et qu'il n'y ait plus aucune raison économique de continuer de creuser et de fracturer.

Les mensonges et les fraudes commises par l'axe Wall Street/Washington ont eu deux conséquences fatales dont les effets durent encore. Ils ont détruit la capacité des marchés à établir le prix réel des produits et rendu les marchés

inutiles. Ils ont mis fin à la formation de capital au point que nous n'ayons plus les moyens de reconstruire une économie pour remplacer la matrice financière de rackets qui prétend aujourd'hui fonctionner. Certains observateurs, comme moi-même, attendent depuis un certain temps que le brouillard se dissipe et expose la machinerie cachée dans l'ombre.

Des changements sont dans l'air, et nous nous réveillons en cette matinée d'été avec des températures si basses qu'il faudrait presque allumer les fournaies. Il y a du plomb dans l'air. Les événements qui se déroulent ici comme ailleurs provoquent des vents de transformation dans la disposition des gens, des affaires et des nations. Qui aurait pu penser il y a quelques années que l'Ecosse puisse faire trembler l'Occident ? Au Pentagone, à la Maison blanche et à la CIA, on attend avec indigestion et palpitations la prochaine vidéo envoyée par l'EIIL, mais peut-être devrions-nous nous demander combien des centres commerciaux de notre pays seront pris d'assaut par des commandos vêtus de noir et armés de fusils automatiques.

Et puis il y a les personnages de cette politique sclérotique : trop bêtes ou distraits pour s'en sortir, emplis de ressentiment et de grief, et plongeant lentement dans les ténèbres. Bienvenus dans l'âge des mauvais pressentiments. Quelque part dans ce monde brille une lumière de vertu qui nous attend, mais nous sommes encore très loin de la trouver.

Bulle immobilière, déclinisme et baisse du niveau de vie : bienvenue en Allemagne !

30 sept 2014 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ L'auto-flagellation et le "déclinisme" ne constituent pas une exclusivité franco-française. Les modèles que nos économistes nous vantent sont peut-être admirables de loin... mais loin d'être admirables.

Le quotidien *Die Welt* reprenait dans son édition de lundi quelques-unes des meilleures feuilles d'un livre intitulé *Die Deutschland Illusion*, publié le matin même par l'économiste allemand Marcel Fratzscher — lequel n'est autre que le président de l'Institut de recherches DIW de Berlin.

Pour résumer son propos, *Die Welt* met en exergue certaines phrases choc de son ouvrage.

C'est de bonne guerre et il faut se méfier des raccourcis... mais le journal n'invente rien : Marcel Fratzscher a bien écrit "l'Allemagne est en déclin". Et

de continuer :

"Elle vit sur ses acquis. L'économie de ce pays est en échec, sa croissance depuis l'an 2000 est plus faible et les salaires y ont progressé moins vite que la moyenne européenne.

Le revenu moyen d'un ménage allemand a baissé de 3% depuis l'an 2000. La baisse a même atteint 5% pour les 10% les plus pauvres... et la pauvreté, en hausse constante, touche un enfant sur cinq".

C'est d'autant plus choquant que, d'après des statistiques démographiques que tout le monde peut consulter, il ne naît désormais pas plus de 700 000 enfants par an outre-Rhin. Un chiffre à comparer à 1,4 million il y a 40 ans, dans une Allemagne pas encore réunifiée, amputée de sa partie est — soit d'une quinzaine de millions d'habitants (bon, allez, 16,5 millions officiellement en janvier 1990... mais la natalité était déjà en baisse à l'époque).

Oui, il s'agit bien d'une triste Allemagne qui vieillit et qui, en dépit de ses 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux, ne trouve même pas les moyens de doper sa natalité. Rappelons que la Russie de Poutine a fort bien su le faire en soutenant les femmes, non seulement pour leur premier mais également les enfants suivants — y compris les mères célibataires qui sont les premières à sombrer dans la pauvreté lorsque la famille se disloque.

En Allemagne, les mentalités ont encore assez peu évolué : "élever un enfant ou travailler, il faut choisir"...

Depuis le début des années 90, beaucoup de femmes passent outre. Les Allemandes de l'est travaillaient davantage qu'à l'ouest, c'est un exemple que les féministes ont voulu suivre.

Fini la femme au foyer qui attend en cuisinant le retour de son petit mari bénéficiant d'un gros salaire. Cela pour deux bonnes raisons : les Allemandes n'aiment pas cuisiner... et les gros salaires sont un lointain souvenir (ils ont été en parti abolis pour la classe ouvrière par les lois Hartz/Schröder de 2004).

Oui, les femmes travaillent davantage, mais souvent pour gagner des clopinettes à mi-temps et en jonglant avec les horaires des écoles et des collèges, car les structures d'accueil des enfants et des "plus grands" n'ont

pas suivi l'évolution du marché du travail.

Pour les femmes qui travaillent à plein temps, c'est la galère. Peu ou pas de crèches, pas de cours l'après-midi dans les écoles allemandes... et si les gamins ou les gamines n'aiment pas le sport, la seule alternative c'est regarder la télé tout l'après-midi sous la surveillance de la grand-mère ou de la grand-tante — en espérant qu'elle n'habite pas trop loin.

▪ **Baisse du niveau de vie et bulle de l'immobilier**

Je me souviens bien de l'Allemagne du début des années 80, je m'y rendais régulièrement. J'ai visité les quartiers ouvriers de la Ruhr aussi bien que les beaux quartiers du sud-ouest de Munich, j'ai visité les villes universitaires aussi bien que celles bâties autour de l'industrie automobile, Berlin-ouest et Berlin-est. Il y avait de belles voitures partout, en parfait état, le niveau de vie ouest-allemand était effectivement bien plus élevé qu'aujourd'hui pour les classes moyennes.

Il n'y avait quasiment pas de "travailleurs pauvres". L'OS ouest-allemand n'était pas en concurrence avec son homologue polonais, tchèque ou hongrois ; il touchait un vrai salaire, pas une misère... et cela suffisait effectivement à subvenir aux besoins d'une famille.

Le désastre social aurait pu être bien pire en Allemagne si les prix de l'immobilier s'étaient mis à flamber comme en France, où la pénurie de logement est quasiment institutionnalisée.

Or la Bundesbank constate avec anxiété que le foncier commence à présenter les caractéristiques d'une bulle outre-Rhin. Les très grandes fortunes allemandes sont conscientes que leur patrimoine financier est de plus en plus constitué d'actifs virtuels, dont la valorisation est adossée à de la fausse monnaie.

Même à Londres, les *family offices* et les fonds souverains conseillent à leurs richissimes clients de diversifier leurs avoirs sur le sol européen. Certes Paris reste plus abordable que Londres mais n'est plus vraiment bon marché... alors qu'à Berlin, Düsseldorf ou Francfort, il y a encore de très bonnes affaires et des rendements immobiliers attractifs.

La classe moyenne allemande a de moins en moins les moyens de devenir propriétaire (cela n'a jamais constitué un objectif prioritaire), et les loyers commencent à grever sérieusement le pouvoir d'achat.

La fameuse prospérité que nos élites germanophiles nous vantent ne se traduit en rien de façon concrète pour le ménage allemand... En revanche, quelle fierté légitime que de savoir que grâce à 10 ans de régression salariale et sociale, les finances du pays sont à l'équilibre !

Je plaisante ! C'est un peu comme si l'on demandait en France aux habitants des zones industrielles sinistrées de Bretagne ou de Lorraine s'ils sont fiers de savoir que Versailles, le Louvre et le Mont Saint-Michel sont visités chaque année par 50 millions de touristes et qu'il s'agit d'un record planétaire.

La "fierté de" ... ça ne fait pas bouillir leur marmite, ça ne donne pas de boulot à leurs enfants !

▪ **Chine-Allemagne, un tandem qui ne fonctionne plus**

Pour en revenir à l'Allemagne, elle a fini de manger le pain blanc de la croissance à deux chiffres chinoise.

Oui, c'est vrai, les berlines allemandes sont très présentes dans les beaux quartiers de Shanghai et Pékin... mais beaucoup de pièces sont fabriquées hors d'Allemagne — notamment en France par Peugeot s'agissant des blocs moteur diesel.

Le consommateur germanique lui, à de moins en moins les moyens de rouler comme un nouveau riche chinois. Mais aussi et surtout, il n'a plus les moyens d'acheter espagnol ou italien : il achète vietnamien, indonésien, etc.

Parce que la réalité, c'est qu'il y a bien une collaboration industrielle — qu'il faut saluer — entre l'Allemagne et ses voisins (mais l'épicentre se déplace de plus en plus à l'est). En revanche, le "riche" allemand des années 80 qui venait dépenser son argent en France n'est plus que le mythe d'une ère révolue.

Le consommateur allemand de la classe moyenne adopte maintenant un comportement de "pauvre", contraint de remplir son chariot dans les enseignes de *hard discount*, de passer des vacances à prix cassé en formule tout compris (il fréquente de moins en moins les restaurants des stations balnéaires, ne ramène plus de souvenirs, etc.).

La prospérité allemande n'est plus que comptable, elle a déserté le quotidien des salariés... et je dirais même son réseau routier qui est souvent dans un triste état.

Facile de dégager des excédents budgétaires quand on n'investit plus dans les infrastructures, ni même dans la recherche. Ce qui est inutile, la Chine était demandeuse de ce que l'Allemagne produisait il y a 10 ans... il n'y avait qu'à se laisser porter par la vague et faire tourner les usines.

Mais au fait, qui sur Terre jouerait pour la France le rôle qu'a joué la Chine pour l'Allemagne ces 15 dernières années ? Quel pays d'un milliard et demi d'habitants qui a besoin de se moderniser va nous acheter nos machines-outils ?

Questions stupide : la France n'en produit pas !

L'Allemagne, elle, a grand besoin de produire de nouveaux habitants.

Facile, pensez-vous, vu le nombre de chômeurs que compte l'Espagne ou la Grèce... Mais quel travailleur a envie de venir transpirer pour 800 euros par mois dans un pays qui manque de crèches, de soleil et de grands projets d'avenir ?

Ce n'est pas moi qui en apporte la démonstration, c'est Marcel Fratzscher dans son livre *Deutschland Illusion* !

Faut-il “jeter l'éponge” en Russie ?

30 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Quand on parle de sonner la cloche...

Ce ding-dong précis vient du *New York Observer* :

"Avec deux milliards de dollars de ventes dans le monde, il fait bon être un artiste contemporain mondialement célèbre — surtout si on s'appelle Jeff Koons.

Les ventes d'art contemporain en enchères publiques ont dépassé les deux milliards de dollars pour la première fois l'an dernier, selon l'organisation Artprice.

Le rapport a comptabilisé les chiffres de juillet 2013 à juillet 2014 et en a conclu que les ventes d'art contemporain ont augmenté de 40% par rapport à l'année précédente. Le nombre d'éléments dépassant les 10 millions d'euros a plus que doublé sur cette période.

Ceux qui suivent le marché de l'art se rappelleront de l'enchère record de Christie's en novembre, où des acheteurs sont repartis avec l'oeuvre d'art la plus chère jamais vendue lors d'enchères publiques, les Trois études de Lucian Freud, de Francis Bacon (1969), à 142,4 millions de dollars. Cette vente avait également marqué le Balloon Dog (Orange) de Jeff Koons (1994-2000) comme étant l'oeuvre d'un artiste vivant ayant atteint le prix le plus élevé lors d'une vente publique".

C'est un autre des inconvénients de la richesse — il faut supporter ce genre de choses.

Même si vous n'avez pas d'art contemporain, vos nouveaux amis et voisins en auront.

A moins d'être légèrement autiste ou sérieusement savant, comme Warren Buffett, ce sera difficile à éviter. L'art contemporain et les grandes maisons ultra-chères sont extrêmement populaires parmi l'élite fortunée. Et la plupart des gens sont très influençables.

Bien entendu, c'est aussi ce qui crée des opportunités d'investissement. Le grand lumpen-investoriat — comme le lumpen-électorat — ne réfléchit pas beaucoup. Il réagit de manière émotionnelle et primitive. Il prend des positions qui sont trop chères... puis s'enfuit en masse, paniqué, laissant des prix trop bas. C'est à ce moment-là que les cloches se mettent à sonner.

▪ **Soyez contrarien !**

Le *Financial Times* de lundi dernier, par exemple, résonnait haut et fort. Il rapportait en première page que le groupe de *private equity* Blackstone "jette l'éponge en Russie". Cela suit un abandon de la Russie plus tôt ce mois-ci par DMC Partners, un groupe d'anciens dirigeants de Goldman Sachs. D'autres recherches révèlent que la Banque européenne de reconstruction et de développement a également "suspendu ses investissements dans le pays". Et si ça ne suffisait pas, "le groupe américain Carlyle a battu en retraite de ce marché par deux fois"...

En page 15, le *Financial Times* continue de sonner la cloche, déclarant que "le Russe Gazprom pourrait perdre 18% de ses revenus, conséquence de la concurrence des exportations américaines de gaz naturel liquéfié".

Mardi, la cloche continuait. Une première page révélait que même la fortune

des Rockefeller se retirait des carburants fossiles. "L'effort pour rendre les investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon aussi impopulaires que les valeurs du tabac... a gagné du terrain"... déclarait le journal.

Eh bien... il faudrait être fou pour investir dans les valeurs énergétiques russes en ce moment, n'est-ce pas ?

Fou... ou rusé. Chaque fois qu'un journal ne vous donne rien d'autre que des raisons de vendre, il est temps d'acheter. Vous pouvez acheter Gazprom pour moins de trois fois les revenus... avec un dividende de 5%. Et selon notre stratéliste beta préféré, Rob Marstrand, "inutile de s'inquiéter de corruption... de politique... ou de sanctions. Tout est déjà dans le prix".

Les nouvelles sur les entreprises énergétiques russes sont uniformément mauvaises ; achetez.

« Édifiant ! Aux USA, les retraités n'ont toujours pas fini de rembourser leur crédit... étudiant ! »

Charles Sannat 30 septembre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je voulais vous parler d'un sujet passionnant aujourd'hui. En fait, c'est le 16e Genova Report, un rapport annuel écrit par un panel d'économistes pour le compte du Centre international d'études monétaires et bancaires, et qui est publié ce lundi... Bon, finalement, entre-temps, étant tombé sur le sujet des retraités américains n'ayant toujours pas remboursé leurs prêts... étudiants, je me suis dit que vous alliez sacrément plus rigoler avec cette histoire-là qu'avec mon Genova Report à la lecture quelque peu aride, le tout en anglais dans le texte. Mais ce rapport vaut le détour (en substance, la situation économique mondiale est dramatique). Vous trouverez donc un article consacré à ce dossier dans l'édition du jour du Contrarien Matin.

Ces retraités américains qui n'ont pas fini de rembourser leurs prêts... étudiants

Il fallait évidemment que je m'arrête sur ce sujet. On ne peut pas parler de la « reprise » aux USA, ou encore de croissance américaine, alors que le nombre de retraités n'ayant pas encore remboursé leur crédit étudiant a augmenté de plus de 500 % !

D'ailleurs, cela doit tout de même nous faire poser quelques questions sur ce que nous sommes devenus et sur le retour sur investissement même des études alors que le chômage est devenu endémique.

Quel est aujourd'hui l'intérêt financier de payer des études supérieures qui non seulement ne vous assurent plus d'avoir un emploi mais qui, en plus, vont vous enchaîner à vie avec des crédits aux montants colossaux.

En France, pays de l'éducation gratuite, ce débat peut paraître surprenant et pourtant nous y allons, comme nos amis américains y sont allés.

Progressivement, les frais de scolarité augmentent, les parents ayant de moins en d'argent font de plus en plus appel à des crédits étudiants. Alors pour le moment, les montants en jeu en France ne sont pas encore au niveau de ceux atteints aux USA mais la « privatisation » de l'éducation a en réalité commencé de façon particulièrement insidieuse en France. Jusqu'au bac, la différence de niveau entre privé et public n'est plus un secret pour personne. En dehors de quelques établissements publics d'excellence, l'Éducation nationale prend l'eau de partout et les moyens déversés ne changeront plus rien au naufrage de l'école de Jules Ferry qui doit se retourner dans sa tombe. De fait, l'éducation de qualité a déjà été privatisée dans notre pays rendant illusoire toute idée de mixité sociale.

Des études pour quoi faire ?

Cette question déroutera de très nombreux parents pourtant elle doit être posée. Attention, je ne parle pas d'instruction ou d'éducation, tout cela est évident, non, je parle de financement d'études supérieures plus ou moins fumeuses qui, pour certaines, ouvrent tout droit le chemin vers la case chômage (sociologie, psychologie, poterie, voire même parce que cela existe « tricot » car oui, sachez qu'en France nous avons quelques professeurs de fac de... tricot) et où, pour d'autres, la possibilité de trouver un emploi convenablement rémunéré est faible, très faible.

Mon fils, passe ton bac d'abord, sauf que, comme tous les parents veulent que le fils passe son bac et qu'ils l'ont tous, un bac ne vaut plus rien, et les études supérieures guère plus. Finalement, avec la loi de l'offre et de la demande, ce qui est devenu rare ce n'est pas le BTS action co non, c'est le CAP de couvreur, de plombier ou d'électricien. Aujourd'hui, ces gars-là ont du travail et gagnent bien leur vie, bien mieux que les millions de prétendants

petits « cadres non encadrants ».

Le meilleur conseil que je puisse donner aujourd'hui pour affronter le monde de demain, c'est de développer un savoir-faire non délocalisable et non robotisable. Si votre métier correspond à ces deux critères, alors vous devriez être en bien meilleure posture que tous ces vrais faux cols blancs qui se précipitent vers des emplois de bureau sans avenir. Par exemple, un plombier va réparer une fuite ici et le robot plombier n'est pas encore au point, et il faudra encore du temps pour qu'il le soit. Si c'est pour travailler dans un centre d'appel, tôt ou tard vous serez remplacé par un « téléphoniste » marocain. Pour les informaticiens, par un développeur indien. Pour les petits banquiers des agences d'en bas (n'y voyez aucune condescendance), vous êtes progressivement en train d'être remplacés par des automates et des serveurs Internet de banque en ligne. À ce propos, j'ai été bluffé par le dernier appareil de la BNP. Je suis allé déposer un chèque. Le type (un humain ayant deux bras et deux jambes) à qui je donne naïvement le chèque me propose (de façon un peu autoritaire) d'utiliser l'automate de remise de chèque. Je mets ma carte bleue. L'ordinateur identifie mon compte. J'insère mon chèque. Il me propose de vérifier le montant (c'est le bon), je valide en appuyant sur le bouton et hop ! le chèque est crédité et je reçois une belle feuille avec imprimé dessus le scan de mon chèque tout juste déposé. Fantastique... mais autant dire que le métier de guichetier, c'est terminé. Fini. Basta, wallou, nada. Rien.

Alors je repose la question, financer des études pour quoi faire ? Encore une fois, s'il s'agit de financer les études de médecine ou l'entrée à Centrale Paris, la question ne se pose pas, mais pour tous les autres ? Pour les millions d'autres ?

Et c'est cela que nous enseigne l'exemple américain où une population est réduite massivement en esclavage par la dette et arrive à l'âge de la retraite avec un passif que ses revenus n'ont pas permis d'apurer.

Plus de 18 milliards de prêts étudiants toujours pas remboursés par les retraités !

C'est un petit article de *La Tribune* concernant ce sujet et reprenant une dépêche Reuters qui nous apprend que « entre 2002 et 2013, le nombre d'Américains dont les prestations de retraite ont été affectées pour payer le remboursement de leurs prêts étudiants a quintuplé ».

Cette formulation nous indique pudiquement que les pensions de retraites sont gentiment saisies directement à la source par les banques pour se faire rembourser... Je vous laisse évidemment imaginer le niveau de pauvreté de ces seniors-là et la fin de vie dramatique à laquelle ils font face.

Voilà donc ce que raconte *La Tribune* : « Difficile de rembourser une éducation extrêmement coûteuse aux États-Unis, y compris pour les personnes âgées, dont certaines n'ont toujours pas fini de payer leurs prêts étudiants et voient désormais leurs retraites ponctionnées par l'État, qui veut récupérer son argent. Aux États-Unis, la dette étudiante des 65 ans et plus a atteint en 2013 quelque 18,2 milliards de dollars, selon un nouveau rapport du Government Accountability Office (GAO), l'équivalent de la Cour des comptes en France. »

Et de rajouter : « Ainsi, dans plus de la moitié des cas, les individus de plus de 75 ans font défaut sur le remboursement de leur prêt, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas effectué de paiement depuis au moins 270 jours. »

Rien ne va mieux aux États-Unis

Vous pourrez donc me publier toutes les statistiques que vous voulez, m'expliquer que les taux vont remonter, me dire que la croissance est là, que la reprise est forte, je continuerai à vous dire que presque 50 millions d'Américains sont à la soupe populaire, que désormais les retraités n'ont toujours pas remboursé leurs crédits étudiants et je ne vous parle même pas des millions d'Américains qui y arrivent mais lors de leurs dernières années d'activité professionnelle, je vous parlerai de la misère aux États-Unis, des soins dont sont privés tous les faibles ou les pas-riches, je vous raconterai ces montagnes de crédits sur lesquels repose cette illusion de croissance économique, de la dette l'État fédéral, de celle des États fédérés, de celle des comtés ou encore des villes qui ferment et virent des centaines de flics ou de pompiers car elles n'ont plus les moyens.

Alors tout cela tient encore ; mieux, la Bourse monte encore... mais pour combien de temps ? Combien de temps cet immense mensonge pourra-t-il encore durer et combien de temps les populations consentiront-elles à rester les victimes consentantes d'un système absurde ?

La dette c'est l'esclavage volontaire

N'oubliez jamais, jamais encore plus aujourd'hui qu'hier car hier il y avait de la croissance pour rembourser vos dettes. Vos revenus futurs vous garantissaient de rembourser progressivement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Faire le pari de l'endettement sur 25 ans est une folie pour la grande majorité d'entre nous.

Une fois endetté, vous êtes, jusqu'à l'apurement de votre dette, privé de votre liberté. Vous êtes devenu un esclave volontaire du système et vous en serez réduit à n'être plus qu'un « intermittent du spectacle capitaliste ». Je n'endetterai donc jamais mes enfants pour financer leurs études (je m'endetterai éventuellement moi et je me débrouillerai) mais je refuserai toutes études financées à crédit pour voir mes enfants chercher leur premier boulot la boule au ventre avec déjà 100 000 euros à rembourser...

Je refuse de jouer. Je refuse ces règles du jeu absurdes, je ferai autrement, je ferai différemment, mais je ne jouerai pas le jeu de l'asservissement du système totalitaire marchand. Ce monde est rempli d'autodidactes brillants et de diplômés roupillant. Les études ne sont plus une garantie et deviennent prohibitives financièrement. Encore une fois, ne confondons pas instruction, éducation et « diplomite ». Quoi qu'en dise Peillon pour qui les enfants appartiennent à l'école, les parents peuvent encore instruire leurs enfants, leur apprendre de multiples choses en plus et en dehors de l'école.

Je pense que le moment est venu de voir les choses différemment pour amener nos enfants vers l'âge de l'autonomie et que ce qui fonctionnait dans les 30 dernières années ne marchera plus dans les 30 prochaines, et c'est exactement cela que nous enseigne l'exemple dramatique des retraités américains miséreux se voyant saisir leur pension de retraite pour rembourser leur crédit étudiant.

Ce qui se passe aux USA n'est que le début d'un mouvement qui va fortement s'aggraver avec la crise et les générations largement moins dorées côté professionnel que celles qui arrivent aujourd'hui à la retraite. Si les

montants sont importants, le nombre de retraités n'ayant pas remboursés leurs crédits étudiants reste faible. Mais pas pour longtemps.

La dette est un asservissement. Refusons-là.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Croissance US et corruption massive policière... Ne pas avoir d'espèces sur vous aux États-Unis !

Encore un article édifiant concernant le miracle économique américain et l'american dream qui ne sont que l'ombre d'eux-mêmes.

En effet, le Canada recommande désormais officiellement à ses citoyens de ne pas emporter d'espèces aux États-Unis ! Rien que ça. Et tenez-vous bien, ce n'est pas en raison des brigands et autres bandits de grands chemins... non, c'est pour se protéger de l'excès de zèle des... forces de l'ordre !!

« Les policiers américains disposent en effet d'un arsenal juridique qui leur permet de s'emparer des espèces des automobilistes qu'ils sont amenés à contrôler dans le cadre de leur travail sur la simple suspicion que cet argent peut provenir d'un trafic de drogues, et cela sans aucune autre forme de procès. »

« Selon le *Washington Post*, au cours des 13 dernières années, les policiers locaux américains auraient ainsi effectué près de 62 000 saisies pour un total de 2,5 milliards de dollars dans tous les États du pays. La moitié de ces saisies portaient sur des sommes inférieures à 8 800 dollars. »

« Souvent, c'est le service de police dont dépend le policier qui conserve l'argent saisi, et l'utilise pour se financer et financer les pensions des policiers, ce qui stimule en retour ceux-ci à déployer un certain zèle dans ce domaine. Le *Washington Post* relate ainsi que les policiers n'hésitent pas à se concurrencer et à comparer leurs trophées sur des « chat rooms » ».

Évidemment, moins d'une victime sur 6 tente de récupérer les fonds, pas parce qu'ils sont illégaux mais parce que les sommes sont largement inférieures aux coûts des procédures judiciaires...

Bref, les forces de l'ordre US sont désormais totalement corrompues et légalement incitées à l'être. C'est un indice parfait d'un pays en voie de sous-

développement et c'est à méditer sur la réalité de la « démocratie » américaine qu'ils veulent néanmoins exporter partout ailleurs dans le monde à coup de missiles guidés laser.

Charles SANNAT [Source Express.be](http://Source.Express.be)

La Chine est le plus grand pays producteur de véhicules au monde

Pendant des décennies, nous avons trouvé à cette place les États-Unis d'Amérique avec leurs constructeurs automobiles. Pourtant depuis, la Chine s'est réveillée, la crise de 2007 est passée par-là. Reste donc la réalité des faits, et la réalité des faits c'est que l'économie chinoise est, en net de dette, la première économie au monde, loin, très loin devant les USA qui malgré un PIB officiellement plus élevé croulent sous un monceau de dettes.

Il faut tout de même noter qu'avec toutes ces voitures... la Chine étouffe comme le montre cette photo.

Nous vivons la fin de l'hégémonie américaine et cela ne se passera vraisemblablement pas bien tant l'Empire américain refusera de disparaître et de rendre les armes sans combattre.

Charles SANNAT

BEIJING, 27 septembre (Xinhua) – Plus de 24 millions de véhicules seront vendus cette année sur le plus grand marché automobile du monde, a déclaré l'Association des constructeurs automobiles de Chine.

La production automobile devrait dépasser les 24 millions d'unités en Chine cette année, représentant un quart de la production mondiale, ce qui fait du pays le premier producteur automobile du monde, a précisé vendredi Dong Yang, vice-président de l'association.

En 2013, 21,98 millions de véhicules ont été vendus dans le pays, en hausse de 13,87 % en base annuelle, alors que la production automobile a atteint 22,12 millions d'unités, soit une augmentation de 14,76 %.

De janvier à août cette année, les ventes et la production automobiles ont dépassé respectivement les 15 millions d'unités.

Lors d'un salon consacré aux joint-ventures entre les constructeurs automobiles chinois et étrangers qui s'est tenu à Beijing, Dong Yang a indiqué que la coopération avait apporté d'énormes contributions à l'industrie

automobile chinoise et qu'elle aidait le pays à former des talents et à maîtriser les technologies avancées.

La Chine profitera des expériences des joint-ventures pour créer des marques domestiques tout en approfondissant sa coopération avec les entreprises étrangères en matière de recherche et développement, a noté M. Dong.

La Chine lance les transactions directes yuan-euro

Désormais, la Chine met en place ces transactions directes entre les deux devises. C'est une information très importante. Lorsque l'on regarde le tableau d'ensemble, on se rend compte qu'à la fin de l'année la Chine, avec la Russie, aura achevé ou presque la mise en place de tous les outils lui permettant de se passer de la monnaie américaine.

Est-ce bientôt la fin du roi dollar comme unique monnaie d'échange et de commerce mondial ? Cela, en tout cas, y ressemble bien.

Charles SANNAT

BEIJING, 29 septembre (Xinhua) – La banque centrale chinoise a autorisé le China Foreign Exchange Trading System d'effectuer les transactions directes du yuan vers l'euro, a-t-elle annoncé lundi.

« Les transactions directes yuan-euro sont favorables pour... réduire les coûts de change pour les acteurs du marché », a indiqué la Banque populaire de Chine (BPC) dans un communiqué publié sur son site Internet.

La banque centrale s'est engagée à offrir un « soutien actif » pour les transactions directes yuan-euro, indiquant que cela aiderait à approfondir les relations économiques et financières bilatérales.

Plus tôt cette année, la Chine a permis les transactions nationales directes vers la livre sterling anglaise et le dollar néo-zélandais pour encourager de telles transactions afin d'internationaliser la monnaie chinoise.

Espagne : un référendum sur l'indépendance de la Catalogne prévu le 9 novembre

Les tentations séparatistes tiraillent de plus en plus les pays européens sous l'œil bienveillant de Bruxelles qui verrait bien la disparition des États nations. L'Europe ne peut se construire que sur les cendres des vieilles

nations.

Charles SANNAT

MADRID, 27 septembre (Xinhua) – Le président nationaliste de la Catalogne, Artur Mas, a signé samedi un décret pour la tenue, le 9 novembre, d'un référendum sur l'indépendance de cette région du nord-est de l'Espagne ayant comme chef-lieu Barcelone.

Le décret avait été approuvé par 79 % des membres de la généralité, organisation politique de la région autonome de la Catalogne le 19 septembre.

« La Catalogne veut parler, être écoutée et elle veut voter (...) une fois nous avons manifesté notre opinion démocratiquement, puis nous allons trouver le dialogue nécessaire pour construire l'avenir. C'est notre désir », a déclaré Artur Mas.

Lundi, le Premier ministre Mariano Rajoy, qui s'oppose fermement à l'organisation de ce référendum, convoquera une réunion du cabinet pour annoncer l'appel du gouvernement central auprès de la Cour constitutionnelle, contre la tenue de ce référendum qu'il qualifie d'«illégal».

Si la Cour constitutionnelle confirme l'appel du gouvernement, Mariano Rajoy devrait envisager des mesures à prendre au cas où Artur Mas organise le vote sur l'indépendance.

Le ministre des Affaires étrangères Jose Garcia-Margallo a récemment suggéré que le gouvernement envisage de suspendre temporairement l'autonomie dont la région de la Catalogne bénéficie depuis 2006.

Carrez: l'état de la France « infiniment plus grave » qu'en 2012

Gilles Carrez, le président UMP de la commission des finances de l'Assemblée, s'alarme lundi des déficits publics, parlant de « faute professionnelle » du gouvernement et jugeant l'état de la France « infiniment plus grave » qu'en 2012...

Effectivement, il y a de quoi, et le constat est vrai, cela dit sous la présidence Sarkozy la dette de l'État a été considérablement alourdie, mais alors considérablement puisqu'il s'agit de plusieurs centaines de milliards d'euros. Rien que ça. Il arrive un moment où l'accumulation devient telle que plus

rien n'est possible.

Charles SANNAT [Source Boursorama ici](#)

Grèce : ENCORE UNE DÉMONSTRATION TRÈS ABSURDE !

29 septembre 2014 *par* François Leclerc |

Les représentants de la *Troïka* vont demain mardi soumettre la Grèce à un nouvel examen de passage, occasion de dresser également le terrible bilan de deux *plans de sauvetage* successifs ayant plongé le pays dans une profonde récession, dont il est officiellement annoncé pouvoir sortir très timidement. Ces années de plomb qui ne sont pas finies ont connu un chômage colossal et une atteinte profonde des revenus, ainsi qu'un programme de *réformes structurelles* et de privatisations qui est encore loin d'avoir été totalement réalisé. 240 milliards d'euros d'aide auront été débloqués au total, et le seul chiffre qui mérite d'être placé en regard est celui du poids de la dette publique, actuellement de 318 milliards d'euros et ne déclinant que d'un soupçon – soit 174 % du PIB – qui est désormais détenue à 85 % par l'Eurosystème, BCE en tête ! Destinée à être un laboratoire, la Grèce est devenue au fil des ans, et du désastre, un cas d'école de ce qu'il ne fallait pas faire.

L'hypothèse d'un troisième *plan de sauvetage* n'est plus d'actualité pour des raisons politiques, l'Union européenne arrivant en décembre prochain au terme de son programme financier. La poursuite de celui du FMI, pour une dernière tranche de 12,5 milliards d'euros, est en question et donne lieu à de grandes manœuvres. Le gouvernement grec est sous la menace grandissante d'élections anticipées, qui donneraient la victoire à Syriza : faute de réunir une majorité qualifiée de 180 parlementaires pour élire le chef de l'État, en mars prochain, des élections législatives anticipées s'imposeraient, la coalition gouvernementale actuelle n'en comptant que 153.

Antonis Samaras, le premier ministre, excipe de son maigre excédent budgétaire et de sa prévision de croissance positive pour le dernier trimestre 2014 – ce n'est pas gagné – pour justifier son intention de renoncer à la dernière tranche de prêt du FMI et de se financer sur le marché obligataire, profitant de l'accalmie qui continue d'y régner. Il proclame que la Grèce va rejoindre l'Irlande et le Portugal pour sortir à son tour de toute assistance financière (mais pas de ce qui l'a accompagné), et tenter ainsi de tirer

politiquement son épingle du jeu en se donnant un profil de vainqueur. Cela rappelle Mariano Rajoy faisant tout en Espagne pour ne pas devoir bénéficier d'une même assistance, le remède étant connu pour tuer le malade.

Mais ce sauvetage potentiel – et non assuré – du parti Nouvelle Démocratie ainsi que du sort personnel du premier ministre à un coût immédiat, qu'il va falloir payer en rétribuant les investisseurs appelés à financer la dette du pays. Le taux à dix ans semble pour l'instant stabilisé, mais il est tout de même de 6 % par valeur supérieure ! C'est aussi sans compter avec l'échéance redoutable de 2022 – dans une éternité, est-il vécu – date à laquelle il faudra commencer à rembourser l'aide internationale déjà reçue, Quoique onéreux aux dépens des Grecs, le calcul peut paraître néanmoins faisable d'ici là, à condition que les taux ne connaissent pas une nouvelle poussée de fièvre, ce qui est impossible à écarter.

Un événement outre-Atlantique est déjà venu souligner la fragilité de la situation, en raison de la crise que traverse le méga-fonds d'investissement Pimco, filiale de l'assureur Allianz, connu pour avoir énormément investi dans la dette des pays européens *périphériques* pour profiter de leur rendement resté très élevé. Des ventes de sa part pourraient rapidement modifier la donne. Cette normalisation peut donc facilement déraiser. Mais elle apportera, si tout du moins elle se concrétise, de l'eau au moulin des autorités européennes qui en ont bien besoin pour justifier leur politique. « Les premiers fruits du succès sont visibles », s'est dépêchée de déclarer Angela Merkel qui en a besoin d'autres pour contrer la montée en puissance de l'AfD, le parti eurosceptique de la droite nationaliste allemande qui grignote son électorat.

La question de la viabilité de la dette grecque va-t-elle si facilement pouvoir être éludée ? Les discussions afin d'en alléger le poids se sont poursuivies début septembre à Paris, et il est toujours question d'une conférence qui pourrait se tenir en novembre prochain à Washington. Antonis Samaras spéculait sur une baisse des taux et un allongement du calendrier de son remboursement, le principe d'une nouvelle décote n'étant pas envisageable. De son côté, Alexis Tsipras cherche à passer dans le chas de l'aiguille avec sa proposition de lier le taux de la dette avec celui de la croissance.

Les sorties de *plans de sauvetage* sont l'occasion de grands numéros d'équilibriste de tous bords.

Ô ironie... Les Américains ont aidé les Russes à découvrir l'un des plus grands gisements de pétrole de l'histoire

par Audrey Duperron · 29 sept. 2014 Express.be



Bien qu'il semble que l'on assiste à une accalmie dans la crise ukrainienne, il ne semble pas probable qu'une solution puisse être rapidement trouvée pour régler définitivement ce problème. L'Occident marche sur des œufs, notamment parce que la Russie contrôle la fourniture de gaz naturel pour de nombreux pays européens qui en dépendent.

La Russie est riche en ressources, et elle dispose de réserves importantes de pétrole et de gaz sur son territoire. L'Occident peut difficilement boycotter cette source d'énergie. Par-dessus le marché, la position de Moscou s'est récemment renforcée sur le marché mondial de l'énergie. En effet, la Russie vient de découvrir un très vaste gisement de pétrole dans le Grand Nord, qui promet d'être l'un des plus grands gisements du monde.

Le président russe Vladimir Poutine peut se frotter les mains, car [la découverte a été réalisée par la compagnie pétrolière d'Etat OAO Rosneft en collaboration avec la firme américaine ExxonMobil](#). Le gisement de pétrole est situé dans la mer de Kara, dans l'Océan Arctique. Le champ nouvellement découvert pourrait être plus grand que ceux du Golfe du Mexique, de l'Alaska ou du Canada, et selon les premiers forages, le puits pourrait fournir environ 1 milliard de barils de pétrole brut.

« Il a dépassé nos attentes. Cette découverte est exceptionnellement révélatrice de la présence d'hydrocarbures dans l'Arctique », a déclaré Igor Sechin, le CEO de Rosneft.

Mais ironie du sort, la coopération entre les deux compagnies pétrolières a été suspendue le 12 Septembre à la suite de sanctions occidentales contre la Russie pour son ingérence en Ukraine. Mais [ExxonMobil dispose d'un délai](#)

qui court jusqu'au 10 octobre prochain avant de mettre les sanctions à exécution et suspendre cette collaboration. Après cette date, Rosneft et ExxonMobil ne pourront plus faire d'autres forages ensemble, et l'exploration de la zone sera donc reportée à une date ultérieure, en dépit de la découverte que les deux compagnies viennent de faire.

Selon le vice-ministre russe de l'énergie, Kirill Molotov, les forages se poursuivront au cours de l'année prochaine, même sans la participation d'ExxonMobil.

L'impact sur le marché du pétrole ne doit pas être sous-estimé. La pression à la baisse sur les prix du pétrole pourrait encore se poursuivre sur les prochains mois. C'est une mauvaise nouvelle pour la Russie, parce que le gouvernement russe a besoin d'un cours du baril de pétrole compris entre 110 et 117 dollars pour couvrir les dépenses de l'Etat. Lorsque le cours tombe en deçà de 100 dollars, il peut gagner du temps grâce à quelques astuces fiscales. Mais il ne faut pas que cette situation perdure.

Les Populations d'animaux sauvages dans le monde ont chuté de 52% depuis 1970...

Les moutons enrégés Posté par voltigeur 30 septembre 2014

Pas de panique!! il restera des images et des vidéos, que nous pourrons montrer....Ca me fait penser à une scène de « Soleil Vert », où le grand père choisit le moment de quitter cette Terre, et où on lui passe un film avec la Terre d' « avant ». Biches et forêts, ciel bleu, eau claire.....



La chute constatée des populations d'environ 3000 espèces d'animaux sauvages est bien pire que prévue. La dernière étude de la WWF qui doit être publiée mardi estime que 52 pour cent de la population d'animaux sauvages a disparu entre 1970 et 2010.

L'amélioration des méthodes de mesure des populations de poissons, d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens, de reptiles explique la différence entre ce dernier rapport et l'estimation de 28 pour cent précédemment annoncée en 2012. La plupart des nouvelles pertes d'espèces animales ont été constaté dans les régions tropicales et en particulier en Amérique latine.

Le rapport «Planète Vivante» a analysé les données de 10.000 populations sauvages réparties entre 3038 espèces de vertébrés dans le monde, à partir d'une base de données gérée par la Société zoologique de Londres. Il est destiné à fournir un échantillon représentatif de la population globale de la faune dans le monde, a déclaré Richard McLellan du Fonds mondial pour la nature et rédacteur en chef de l'étude.

La chasse et la pêche ainsi que les pertes et la dégradation des habitats naturels ont été identifiés comme les principales menaces pour les populations de la faune restantes à travers le monde. Les autres facteurs identifiés sont le réchauffement climatique, les espèces envahissantes, la pollution et les nouvelles maladies.

© *Nature Alerte*